

DELIANCOURT

Samuel



SITUATION ACTUELLE

- **Rapporteur public, Cour administrative d'appel de Lyon**

OUVRAGES PUBLIES

- « **La protection sociale des agents territoriaux face aux accidents du travail et aux maladies professionnelles** », en collaboration avec M. Jean-Paul Wauquier, Éditions du Papyrus, septembre 2009, 658 p.
- « **La responsabilité administrative des communes et des services départementaux d'incendie et de secours en cas d'incendies et autres interventions de secours à la personne** », Éditions du Papyrus, septembre 2009, 417 p.
- « **Droit domanial - Textes et jurisprudences** », Éditions du Papyrus, 2012, 460 p.

- « **Code général de la propriété des personnes publiques** », sous la direction du Professeur Ph. Yolka, Litec, 2012 & 2014, 2^e & 3^e édition.

***MEMBRE DES COMITES DE REDACTION
& DE SELECTION***

- JCP A
- Les Annales des loyers et de la propriété commerciale, rurale et immobilière
- Les Annales de Droit (PURH)

***CONSULTATIONS A LA DEMANDE DE LA COMMISSION
DES LOIS DU SENAT***

- **Mission commune d'information des inondations dans le Var, Audition le 5 juin 2012**

Résumé et compte-rendu disponibles à l'adresse suivante :

http://www.senat.fr/compte-rendu-commissions/20120604/mci_inondations.html

- **Proposition de loi du 25 mai 2012 visant à faciliter le transfert des biens sectionaux aux communes**
- **Proposition de loi tendant à interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et à autoriser l'échange en matière de voies rurales, Audition le 8 février 2015**

***PARTICIPATION A DES COLLOQUES ET A
DES PUBLICATIONS EN FRANCE ET A L'ETRANGER***

L'administration électronique, état des lieux en France », Colloque, Université de Kyung Hee, Séoul, Corée du sud, septembre 2004.

La protection juridique du patrimoine culturel immobilier en France, Institut Coréen de Législation, septembre 2004.

Le statut juridique de l'acte administratif illégal en droit administratif français, Association des professeurs de droit administratif de l'Université nationale de Séoul, septembre 2004.

Les nouveaux droits de l'usager du système de soins en font-ils un véritable acteur-décideur ? Colloque « Du colloque singulier à la gouvernances plurielle », IEP Aix-en-Provence, janvier 2005.

La simplification et la codification du droit : quelles incidences sur la productivité du juge administratif ? Colloque du 12 mai 2005, Aix-en-Provence.

Le juge administratif face à l'expert et l'expertise, Colloque du 7 mai 2009, Le fait et les faits en droit administratif, Nîmes.

Le contrôle des actes réglementaires en France, Colloque, novembre 2009, Taïwan

La procédure de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle en France, Kiev, Revue de droit ukrainien, 4/2011, p. 128.

« **Les contraventions de grande voirie, outils de protection du domaine public maritime** », TA Bastia – Faculté de droit de Corte, 12 avril 2013. Actes publiés dans la Revue de Droit maritime Français, n° 752, novembre 2013, p. 928.

« **Les plans de sauvegarde de l'emploi: bilan d'un an de jurisprudence administrative** », Les Estivales de la formation, Aix-en-Provence, 28 août 2014.

« **La délimitation du domaine public maritime** », « La mer, la côte, le juge - Aspects du domaine public maritime », TA Nice, Barreaux de Nice et Grasse & Faculté de droit de Nice, 26 septembre 2014

« **Le droit des salariés protégés** », Colloque sur « Le droit public du Travail », Ecole de droit d'Auvergne, 26 novembre 2014.

« **Le juge administratif dans les relations de travail** », Colloque, École de droit d'Auvergne, 8 avril 2015.

« **La réception du droit au respect des biens par le juge français** », In Le droit européen au respect des biens publics, 1ères journées toulousaines du droit, 4 et 5 mai 2015

« **Les contraventions de grande voirie, outil de protection du littoral** », 13^e rencontres de droit et procédure administrative, « **Le Littoral : un**

espace contraignant », [Ordre des avocats du barreau de Marseille, 27 novembre 2015.](#)

« **Le règlement contentieux des litiges entre personnes publiques** », In Les litiges entre personnes publiques, École de droit de Clermont-Ferrand, 17 & 18 novembre 2016.

Colloque de l'AFAC « Un patrimoine local à valoriser », « **Les patrimoines publics, une source de revenus** », Clermont-Ferrand, 29 octobre 2017.

Colloque du SAF « Les outils du droit européen devant le juge administratif », « **La procédure contentieuse à l'épreuve du droit européen** », Lyon, 23 mars 2018.

Colloque Aix-Marseille III, « Quelles références pour le droit public ? », « **Quelles références pour le praticien ? le point de vue du juge administratif** », Aix-en-Provence, 17 & 18 mai 2018.

Colloque Aix-Marseille III, « La répartition des compétences juridictionnelles », « **La répartition des compétences juridictionnelles au sein de la juridiction administrative** », Aix-en-Provence, 25 & 26 mai 2018.

LEXISNEXIS - Fascicules

- Mise à jour de fascicules du Jurisclasseur « Propriétés publiques »
Domaine public et droit de la concurrence - Fascicule n° 79-50
Domaine public et télécommunications – Fascicule n° 77
- Refonte du fascicule n° 12, « Contentieux des propriétés publiques »
- Refonte du fascicule n° 31 : « Domaine privé de l'Etat »

- Refonte du fascicule n° 50 « Services gestionnaires »
- Refonte du fascicule n° 66, « Contraventions de voirie routière »
- Refonte du fascicule n° 86 : « Ventes mobilières domaniales »
- Refonte du fascicule n° 78, « Domaine public – Occupation privatives »
- Refonte du fascicule n° 79-50, « Utilisation commerciale des propriétés publiques »

ENSEIGNEMENTS DISPENSES

CENTRE DE FORMATION DES JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES (CFJA)

⇒ **Année 2012**

- Le nouveau cadre juridique du domaine public, 21 novembre 2012

⇒ **Année 2014**

- « Actualité du droit domanial », 22 mars 2014
- « Contraventions de grande voirie », 23 mars 2014
- « Dommages de travaux publics », 22 mai 2014 (formation initiale)
- « Domaine public et CGV », 6 juin 2014 (formation initiale)

⇒ **Année 2015**

- « Le domaine public », Formation continue, 9 avril 2015
- « Les contraventions de grande voirie », Formation continue, 10 avril 2015

- « Les dommages de travaux publics », Formation initiale, 30 avril 2015 –, 13 h 30 – 16 h 30
- « Le rapporteur public », Formation initiale, 7 mai 2015, 13h30-16h30
- « Domaine public », Formation initiale, 29 mai 2015, 9h30 – 16h30
- « Contraventions de grande voirie », Formation initiale, 4 juin 2015, 13h30 – 16h30

⇒ **Année 2016**

- « Le domaine public », Formation continue, 24 mars 2016
- « Les contraventions de grande voirie », Formation continue, 25 mars 2016
- « Les dommages de travaux publics », Formation initiale, 13 mai 2016
- « Domaine public », Formation initiale, 27 mai 2016
- « Contraventions de grande voirie », Formation initiale, 17 juin 2016

⇒ **Année 2017**

« Le domaine public », Formation continue, 31 mai 2017.

« Les contraventions de grande voirie », Formation continue, 1^{er} juin 2017.

« Les dommages de travaux publics », Formation initiale, 29 mai 2017.

« Domaine public », Formation initiale

« Contraventions de grande voirie », Formation initiale, 29 mai 2017.

« Le rapporteur public », Formation initiale, 4 mai 2017.

« Le rapporteur public », Formation continue, 1^{er} septembre 2017.
➤ Année 2018

« Le rapporteur public », Formation continue, 7 septembre 2017.

ECOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSEES

- **Gestion du domaine public routier**, 5 & 6 décembre 2017, Paris

ECOLE DE DROIT – UNIVERSITE D'Auvergne

- **Entre 2015 & 2017 :**

- Droit des propriétés publiques (25 h) – Cours magistral - Licence III – 2015 & 2016

- Le droit domanial face au droit à l'image des meubles et des immeubles relevant du domaine public (17 février 2016) – Master II

- Droit des autorisations relatives aux officines pharmaceutiques (9 mars 2016) – Master II

- Droit du licenciement des salariés protégés– Master II
Droit social

- Droit des plans de sauvegarde de l'emploi– Master II
Droit social

- Contentieux administratif – Master II Droit social

- **Années antérieures**

- Master II à la Faculté de droit et de science politique de Clermont-Ferrand :

Master II Haute administration et justice (HAJ), de 2006 à 2010 :

⇒ Préparation aux grands concours de la fonction publique (formation annuelle)

Master II Droit et gestion des collectivités territoriales 2006 à 2008 :

⇒ Droit des assurances des collectivités publiques (Intervention annuelle de 3 h.)

- DU Droit Immobilier à la Faculté de droit et de science politique de Clermont-Ferrand depuis 2006 à 2010 : Droit de l'urbanisme et Contentieux de l'urbanisme (cours annuel de 12 h.)

- Master II Droit de l'administration et de la justice

⇒ Rôle et fonctions du rapporteur public (27 novembre 2013)

(ÉCOLE DE FORMATION DES AVOCATS DE CENTRE-SUD (EFACS))

Formation initiale des avocats depuis 2006 :

Droit et contentieux administratifs

Formation continue des avocats depuis 2008 :

- « La réforme du droit de l'urbanisme », 23 mai 2008, Clermont-Ferrand.

- « La domanialité publique », 3 décembre 2008, Clermont-Ferrand.
- « Actualité du droit du contentieux administratif », 13 mai 2009, Montluçon.
- « Actualité du droit de la responsabilité administrative », 2 décembre 2009, Moulins.
- « Les pouvoirs de police des maires et des préfets », 6 novembre 2010, Aurillac.
- « Actualité du contentieux de l'urbanisme », 26 novembre 2010, Clermont-Ferrand.
- « Contentieux administratif », Moulins, 20 mars 2015
- « Les irrecevabilités en contentieux administratif », Clermont-Ferrand, 10 novembre 2017.

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT

Droit domanial : 29 et 30 juin 2016 - Tours

CNFPT – DELEGATION AUVERGNE

Les procédures contentieuses d'urgence (Bellerive-sur-Allier, 18 septembre 2007)

Les conditions de légalité des actes des collectivités territoriales (Aurillac, 19 et 26 octobre 2007)

Actualité de la fonction publique territoriale (27 mai 2008)

Droits et obligations des fonctionnaires, (28 janvier 2009, Clermont-Ferrand)

DRASS PACA

Les pouvoirs de polices générale et spéciale du maire (5-6 avril 2007)

Les périmètres de protection des captages d'eau (12-13 novembre 2007 ; 12-13 juin 2008)

Droit et contentieux de l'urbanisme (9-10 octobre 2008)

RECTORAT AUVERGNE

La sécurité juridique des actes des autorités déconcentrées de l'Etat, 20 décembre 2007, Clermont-Ferrand.

Assurer les missions Conseils et Contentieux, 30 novembre et 14 décembre 2017, Clermont-Ferrand.

CONSEIL RÉGIONAL DES NOTAIRES PACA

Droits de préemption et délaissement, 24 octobre 2009, Conseil régional des Notaires, Aix-en-Provence.

ORDRE DÉPARTEMENTAL DES MASSEURS-KINÉSITHÉRAPEUTES

La procédure de conciliation devant l'Ordre départemental des masseurs-Kinésithérapeutes (9 février 2008)

La procédure disciplinaire devant la chambre de première instance de l'ordre de l'Ordre des masseurs-Kinésithérapeutes (28 juin 2008)

L'inscription au tableau et la suspension d'exercice pour incapacité (18 octobre 2008)

La procédure de conciliation devant l'Ordre départemental des masseurs-Kinésithérapeutes (7 décembre 2013)

ORDRE DÉPARTEMENTAL DES INFIRMIERS

La procédure de conciliation devant l'Ordre départemental des infirmiers (19 décembre 2008)

SOCIÉTÉ DE FORMATION PROXIMUM

Les bases pratiques du droit administratif (AFSSAPS, 7h., 21 septembre 2007 ; 22 septembre 2008)

La réforme des autorisations d'urbanisme depuis le 1^{er} octobre 2007

- Montrond-les-Bains, 31 mai 2007 (élus)
- Lyon, 28 septembre 2007 (élus et agents)
- Paris, les 15 et 16 septembre 2008 (Ministère de la Défense)

Les instruments de planification en matière d'urbanisme (Grand Roanne agglomération, 25 septembre 2007)

Droit de l'urbanisme (Sainte-Sigolène, 14 et 21 mars 2009, 6 h. ; Paris, les 1er, 5 et 6 octobre 2009)

Le droit de préemption dans les espaces naturels sensibles (Département des Bouches-du-Rhône, 22 avril 2010)

Les servitudes de droit privé et d'utilité publique (Département des Bouches-du-Rhône, 23 avril 2010, 31 mai 2010, 24 et 25 juin 2010)

Les responsabilités des agents et des collectivités publiques (Conseil général des Bouches-du-Rhône, 28 juin 2011)

- Les servitudes de droit privé et d'utilité publique (Département des Bouches-du-Rhône, 15 et 16 septembre 2011)

SOCIETE CFPA

- « Actualité juridique du droit des SDIS », 23 novembre 2010, Paris.
- « Commentaire de la partie réglementaire du code général de la propriété des personnes publiques », 1^{er} juin 2012, Paris.
- « Actualité du droit des propriétés publiques », novembre 2012, Paris.

- « Actualité du droit des propriétés publiques », 21 & 22 novembre 2013, Paris.
- « Actualité du droit des propriétés publiques », 12 & 13 juin 2014, Paris.

DIVERS

- ⇒ Intervention sur le thème de la décentralisation auprès d'élus (Aurillac, 19 décembre 2008)
- ⇒ Rédaction de la chronique bimestrielle des arrêts de la CAA de Marseille pour le JCP éd. A. de 2005 à 2011, ainsi que d'articles.
- ⇒ Rédaction de fiches en ligne pour les préparations aux concours administratifs

PARTICIPATION A DES JURYS D'EXAMENS ET DE CONCOURS

- ⇒ Concours de secrétaire administratif en 2005 (Aix-en-Provence)
- ⇒ Examen d'entrée à l'école du Barreau de Clermont-Ferrand (EFACS) de 2006 à 2010
- ⇒ Examen d'entrée à l'EDARA en 2016 et 2017
- ⇒ Correction d'épreuves des examens de sortie de l'école du Barreau de Lyon (EDARA) en 2016 et 2017

NOMINATION

- ⇒ Personnalité désignée pour siéger au Conseil de la vie étudiante et universitaire (CEVU - Université d'Auvergne) entre 2008 et 2010.

PRESIDENCE DE COMMISSIONS ADMINISTRATIVES ET JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES SPECIALES

- ⇒ Président de la commission départementale d'expulsion des étrangers de l'Allier de 2007 à 2010
- ⇒ Président de la commission du titre de séjour de l'Allier de 2007 à 2010
- ⇒ Président de la commission départementale des impôts de la Haute-Loire de 2006 à 2010

⇒ Président de la chambre disciplinaire de première instance de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes de la région Auvergne de 2007 à 2010

⇒ Président suppléant de la chambre disciplinaire de première instance de l'ordre des infirmiers de la région Auvergne de 2009 à 2010

-

⇒ Président suppléant de la chambre disciplinaire de première instance de l'ordre des pédicures-podologues de la région Auvergne de 2007 à 2010

TRAVAUX JURIDIQUES PUBLIES

ET

EN COURS DE PUBLICATION

Droit public du travail

- 1) « **Le juge administratif et les salariés protégés** », Acte du colloque de Clermont-Ferrand du 26 novembre 2014, Collection L'Unité du droit, Editions L'Epitoge, 2015.
- 2) « **L'obligation de l'employeur en matière de reclassement d'un salarié protégé après un refus d'autorisation de licenciement** », CE 23 mars 2016, n° 386108, Lexbase n° 651, 14 avril 2016.
- 3) « **Distinguer l'organisation interne de l'entreprise de l'organisation du service public dont elle a la charge** », Note sous TC 11 janvier 2016, Comité d'établissement de l'unité clients et fournisseurs Ile-de-France des sociétés ERDF et GRDF, req. n° 4038, Droit ouvrier, juin 2016, p. 381.

Droit administratif général

- 4) « **La Commission de contrôle des assurances ou l'exigence d'impartialité d'un Tribunal** », La Revue du Trésor, n° 7, juillet 2003, p. 429.

- 5) « **L'usage des pouvoirs de police générale du préfet pour réglementer l'installation des miradors pour la chasse au tir** », Note sous CAA Douai, 29 avril 2003, Coudenove, JCP éd. A., 2003, p. 1976.
- 6) « **L'obligation pour l'Etat d'assurer l'enseignement des matières obligatoires** », Note sous TA Versailles, Kepeklian c/ Ministre de l'Education nationale et autres, AJDA 2004, p. 937.
- 7) « **La loi n° 2003-699 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages** », Annuaire européen d'administration publique, Tome n° 26, 2004, p. 438.
- 8) « **La répétition de l'indu en droit administratif** », Droit civil et Droits, PUAM, 2005, p. 247.
- 9) « **La contamination post-transfusionnelle par le virus de l'hépatite C : avancée jurisprudentielle et confirmation législative** », Actes de colloque sur la responsabilité hospitalière, 12 mai 2004, Aix-en-Provence, PUAM, 2005, p. 165.
- 10)« **Le juge administratif et les usagers de La Poste** », Note sous CAA Marseille, Ordonnance du 8 juillet 2004, M. Brun c/ La Poste, JCP éd. A. 2004, n° 43, p.
- 11)« **L'administration électronique, état des lieux en France** », Revue de l'Université de Kyung Hee (Corée du sud), 2004.
- 12)« **La protection juridique du patrimoine culturel immobilier en France** », Rapport, Institut Coréen de Législation (Corée du Sud), publication officielle, 2004.
- 13)« **Le statut juridique de l'acte administratif illégal en droit administratif français** », Administrative Law Journal, Vol. XII, Revue de l'Université Nationale de Séoul, 2004, p. 477 (suivi de la traduction coréenne).
- 14)« **La publicité des actes déclaratifs d'utilité publique** », Les Annales de la Voirie, 2005, n° 97, p. 110.
- 15) « **La responsabilité de l'Etat du fait des suicides en milieu carcéral** », JCP éd. A 2005, n° 1124.
- 16)« **Scolarisation des enfants handicapés : quelles obligations pour l'Etat ?** », JCP éd. A, 2005, n° 1393.

- 17)« **La simplification et la codification du droit : quelles incidences sur la productivité du juge administratif ?** », Actes du colloque du 12 mai 2005, PUAM, 2006, p. 149
- 18)« **Politiques de lutte contre les nuisances sonores provoquées par les routes et régime de responsabilité sans faute** », Les Annales de la voirie, mai 2006, p. 92.
- 19)« **La valeur du rapport d'émission de la télécopie dans les rapports entre administrations** », Note sous CAA Marseille, 18 novembre 2005, Préfet de la région Provence-Alpes côte d'Azur, AJDA 2006, p. 491.
- 20)« **Les arrêtés préfectoraux portant attribution de dotations au titre du FCTVA présentent le caractère de simples mesures de liquidation non créatrices de droits** », Note sous CAA Marseille, 16 janvier 2006, Ministre de l'intérieur, JCP A 2006, n° 1124.
- 21)« **Les fautes de l'INRA commises dans l'importation et le développement du virus de la sharka dans les vergers en France** », Note sous CAA Marseille, 6 février 2006, Institut national de la recherche agronomique c/ Société « Le Château de Campuget », Revue de droit rural, février 2007, p. 63.
- 22)« **La laïcité : à propos de deux rapports récents** », Légilocal, novembre 2006, n° 49, p. 1.
- 23)« **Les punitions sont des mesures d'ordre intérieur** », Note sous CAA Marseille, 6 juin 2006, Ministre de l'éducation nationale c/ Fabre, JCP A 2007, n° 2112.
- 24)« **La responsabilité de l'Etat du fait du suicide d'un détenu par pendaison pour cause de délai excessif d'intervention du gardien** », Note sous CAA Marseille, 6 mars 2006, Zaquia M. et autres, JCP A 2006, n° 1321.
- 25)« **Un centre hospitalier commet-il une faute en ne décelant pas au cours d'une grossesse une aberration génétique rare concernant la structure des chromosomes ?** », Note sous TA Clermont-Ferrand, 20 juin 2006, B. c/ Centre hospitalier de Moulins, Revue de droit sanitaire et sociale, 2007, p. 127.
- 26)« **L'instauration par un établissement thermal d'un forfait de 10 euros au titre des frais de gestion des dossiers des curistes est-elle légale ?** », Note sous TA Clermont-Ferrand, 7 février 2007, Jallat, AJDA 2007, p. 1252.

- 27)« **Les nouveaux droits de l'usager du service public hospitalier en font-ils un véritable acteur-décideur ?** », La revue de la recherche juridique, 2007, n° 117, p. 409.
- 28)« **Le financement d'établissements d'enseignement privé par les communes : suite, mais pas fin !** », Note sous CE 4 juin 2007, Ligue de l'enseignement et autres, Légilocal**Nous n'avons trouvé aucune entrée d'index.**, 16 juillet 2007, n° 2124, p. 36.
- 29)« **Illégalité fautive et préjudice résultat de l'impossibilité de faire saillir un étalon** », Note sous CAA Lyon, 15 février 2007, De Bourbon, Revue de droit rural, 2007, comm. n° 342.
- 30)« **Service public de la vaccination obligatoire et qualité de collaborateur occasionnel** », Note sous TA Limoges, Jouvét, Revue de droit rural, 2007, comm. n° 324.
- 31)« **L'autorité de la chose jugée s'attachant aux décisions rendues par le Conseil d'Etat en sa qualité de juge de cassation** », AJDA 2008, p. 568.
- 32)« **Rôles et responsabilités de l'Etat et des communes en matière de fouilles archéologiques** », LPA, 8 juillet 2008, n° 136, p. 8.
- 33)« **La responsabilité administrative et civile des offices publics de l'habitat** », BJCL n° 3/2009, p. 161.
- 34)« **Juger l'administration, mais aussi administrer** », Note sous CE 6 mars 2009, Commune de Savigny-sur-Orge, AJDA 2009, p. 1380.
- 35)« **Un expert ne peut prétendre au paiement de vacations correspondant à ses temps de déplacement** », Note sous TA Clermont-Ferrand, 2 mars 2010, Commune de Ravel-Salmerange, AJDA 2010, p. 1543.
- 36)« **Le juge administratif face à l'expertise** », In Les faits en droit administratif, PUAM, 2010, p. 123.
- 37)« **Quand le juge doit s'adapter à la carence de l'administration dans un procès...** », Note sous CAA Marseille, 17 juin 2010, Ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, AJDA 2010, p. 2058.
- 38)« **Jusqu'où doit aller le juge dans la bienveillance à l'égard d'une partie ?** », Note sous CE 31 mars 2010, Dumas, AJDA 2011, p. 58.
- 39) « **Les contrôles du maire sur l'érection d'un cénotaphe et les mentions qui y sont portées** », note sous CAA Marseille, 23 avril 2010, ADIMAD, BJCL 3/2011, p. 154.

- 40) « Précisions sur le caractère opérant de certains moyens invoqués à l'encontre d'une décision soumise à l'exercice d'un recours administratif préalable obligatoire »,** Note sous CE 29 juin 2011, Maire, LPA n° 229, 17 novembre 2011, p. 8.
- 41) « L'injonction de démolir un ouvrage public non utilisé »,** note sous CE 9 décembre 2011, Lahiton, Droit administratif 2012, comm. n° 41.
- 42) « Le moyen tiré de l'illégalité de la décision de radiation de la liste des demandeurs d'emplois peut-il être utilement excipé à l'occasion d'un recours dirigé contre le refus d'inscription rétroactive sur ladite liste ? »,** CAA Marseille, 2 octobre 2012, Pôle Emploi, LPA n° 4, 6 janvier 2013, p. 8.
- 43) « La publication d'un rapport de la MIVILUDES ne contrevient pas au principe de neutralité de l'Etat »,** note sous CAA Paris, 4 septembre 2012, Fédération chrétienne des Témoins de Jéhovah, JCP A 2013, n° 12016.
- 44) « Quelle conséquence emporte une mesure de contrôle judiciaire d'un étranger sur la légalité de l'OQTF ? »,** CAA Marseille, 4 février 2014, Lexbase, n° 324, 20 mars 2014.
- 45) « Le contrôle juridictionnel porté sur l'atteinte à l'ordre public en matière d'expulsion d'étrangers ayant fait l'objet de condamnations pénales »,** Note sous CE 12 février 2014, Ministre de l'intérieur, req. n° 365644, Lexbase, 10 avril 2014, n° 327.
- 46) « Le respect du principe d'impartialité au cours de l'élaboration de l'acte administratif »,** CAA Marseille, 16 décembre 2014, SELARL Centre médical subaquatique, req. n° 13MA00525, La Gazette du Palais, 13 et 14 mars 2015, n° 73 et 75, p. 14.
- 47) « Distinguer l'organisation interne de l'entreprise de l'organisation du service public dont elle a la charge »,** TC 11 janvier 2016, Comité d'établissement de l'unité clients et fournisseurs Ile-de-France des sociétés ERDF et GRDF, n° 4038, Le droit ouvrier, juin 2016, n° 815, p. 381.

- 48)« **La procédure écrite de signalement des enfants en danger** », La Vie Départementale et Régionale, mars 2003, n° 210, p. 25.
- 49)« **Le recueil des actes administratifs des collectivités locales** », La Gazette des Communes, 22 septembre 2003, p. 75.
- 50)« **Danger : animaux errants !** » Les cahiers juridiques des collectivités locales, avril 2004, p. 12.
- 51)« **Le juge administratif, gardien de l'intérêt de l'enfant dans la procédure administrative d'adoption** », La Revue de la Recherche Juridique – Droit prospectif, 2004-2, p. 991.
- 52)« **Le juge administratif, le célibataire et l'intérêt de l'enfant** », Note sous CAA Marseille, 8 décembre 2003, M. D. c/ Département du Gard, JCP éd. A. 2004, n° 28, p. 954.
- 53)« **L'appréciation de la situation nécessitant la mise en œuvre de secours suite à des éboulements survenus sur une route nationale** », Note sous CAA Marseille, 9 avril 2004, Commune de Tende, Fontan, Saorgue et La Brigue c/ SNCF, Les Annales de la Voirie, novembre 2004, p. 201.
- 54)« **Un SAN ne peut se transformer en centrale d'achats au profit de ses communes membres** », Note sous CAA Marseille, Ord., 5 juillet 2004, SAN Ouest Provence, JCP éd. A. 2004, n° 42, p. 1300.
- 55)« **Le maire et le transport de matières dangereuses** », Note sous CE, ord., 26 novembre 2004, Commune de Wingles, Légilocal, n° 32, mars 2005, p. 16 ; Les Annales de la voirie, avril 2005, p. 49.
- 56)« **Le juge des référés et l'injonction au département d'exécuter des travaux sur une propriété privée** », Note sous CE 26 janvier 2005, Département des Alpes-Maritimes, Les Annales de la Voirie, 2005, n° 98, p.123.
- 57)« **La légalité des arrêtés anti-mendicité** », Légilocal, 2005, n° 36, p. 4.
- 58)« **La responsabilité des communes du fait des accidents de ski** », La Gazette des communes, 20 février 2006, p. 52.
- 59) « **Les sonneries civiles et religieuses de cloches** », La Gazette des communes, 24 avril 2006, p. 52.
- 60)« **La prise en charge des secours à la suite d'éboulements survenus sur une route nationale** », Note sous CE 24 octobre 2005, SNCF, Les Annales de la voirie, n° 105, avril 2006, p. 57 ; Légilocal, avril 2006, n° 43, p. 15.

- 61)« **La cryogénéisation n'est pas un mode de sépulture admis en droit funéraire française** », Note sous CE 6 janvier 2006, Martinot, Légilocal, juillet-août 2006, p. 16.
- 62)« **Les conséquences de la loi du 13 août 2004 relatives aux libertés et responsabilités locales sur les personnels, parcs et missions du ministère de l'Équipement** », Les Annales de la voirie, n° 109, septembre 2006, p. 163.
- 63)« **Animaux errants : La carence de l'autorité de police municipale constitutive d'une faute lourde** », JCP A 2006, n° 1227.
- 64)« **La prise en charge des frais de secours et de lutte contre les incendies incombe à la commune** », Note sous CAA Lyon, 1^{er} juin 2006, Commune de Luzinay, JCP A 2007, n° 2050.
- 65)« **Le maire et la police du stationnement sur les chemins ruraux** », Note sous CE 31 mai 2006, Cosyn, Légilocal, 2006, n° 50, p. 18.
- 66)« **Les dispositions de la loi du 29 décembre 1892 n'ont ni pour objet, ni pour effet, d'interdire à l'administration de procéder à l'expropriation de parcelles de terrain à des fins d'occupation temporaire** », Note sous CE 26 juillet 2006, Ministre de l'équipement, des transports, de l'aménagement du territoire, du tourisme et de la mer c/ Consorts Revillard, Les Annales de la voirie, n° 112, décembre 2006, p. 223.
- 67)« **Défaut d'entretien normal et transfert de compétence en matière de voirie : quel patrimoine public responsable ?** », Note sous CE 24 novembre 2006, Commune de Villette-sur-Ain, Les Annales de la voirie, n° 120, octobre 2007, p. 159.
- 68)« **Dans quelles conditions une commune peut-elle changer de nom ?** », Note sous CAA Lyon, 19 juillet 2007, Commune de Châtelguyon, JCP A 2008, n° 2003.
- 69)« **Écoles privées sous contrat : le financement des dépenses de fonctionnement par les communes : suite, mais pas fin !** », Note sous CE 4 juin 2007, Ligue de l'enseignement et autres, Le Journal des communes, n° 2124, 16 juillet 2007, p. 36.
- 70)« **La commune et les sonneries de cloches** », Note sous TA Clermont-Ferrand, 3 juillet 2007, Boudet, Le Journal des communes, n° 2129, 13 mars 2008, p. 39.
- 71)« **Refus d'inhumation et interprétation des actes funéraires** », Note sous TA Clermont-Ferrand, 9 mai 2007, Fauvet, AJDA 2008, p. 43.

- 72)« La dénomination d'un bâtiment public doit respecter le principe de neutralité »**, Note sous TA Lille, 18 décembre 2007, Desurmont, AJDA 2008, p. 709.
- 73)« L'expulsion des gens du voyage : juge compétent et procédure »**, La Gazette des communes, 5 mai 2008, p. 52.
- 74)« Légalité des arrêtés anticoupures »**, La Gazette des communes, 14 juillet 2008, p. 56.
- 75)« Police municipale estivale - Les arrêtés municipaux Tenue décente » (1)**, La Gazette des communes, 27 avril 2009, p. 54.
- 76)« Police municipale estivale - La légalité des arrêtés anti-mendicité » (2)**, La Gazette des communes, 11 mai 2009, p. 60.
- 77) « Police municipale estivale - Les baignades » (3)**, La Gazette des communes, 1^{er} juin 2009, p. 54.
- 78)« Police municipale estivale - Les comportements éthyliques » (4)**, La Gazette des communes, 15 juin 2009, p. 54.
- 79)« Police municipale estivale - Le maire et la lutte contre le bruit » (5)**, La Gazette des communes, 6 juillet 2009, p. 50.
- 80)« Police municipale estivale – Racolage et prostitution » (6)**, La Gazette des communes, 27 juillet 2009, p. 48.
- 81)« Police municipale estivale – Restriction de circulation des mineurs » (7)**, La Gazette des communes, 10 août 2009, p. 52.
- 82)« Police sanitaire : responsabilités et pouvoirs du maire »**, La Gazette des communes, 14 septembre 2009, p. 58.
- 83)« Élus et prise illégale d'intérêts »**, Note sous CAA Marseille, 3 juillet 2008, SCI Planet, BJCL 4/2009, p. 231.
- 84)« Une cession amiable après déclaration d'utilité publique ouvre-t-elle droit à rétrocession pour l'ancien propriétaire ? »**, note sous CAA Lyon, 27 avril 2010, Cuissinat et autres, BJCL 7-8/2010, p. 503.
- 85)« Les conditions d'octroi et de retrait d'une décision attribuant une subvention »**, BJCL n° 11/2010, p. 738.

- 86)« Section de commune et distribution des revenus en espèces excédentaires à ses ayants droit »**, note sous TA Clermont-Ferrand, 16 juillet 2010, Préfet du Cantal, BJCL n° 12/2010, p. 819.
- 87)« La responsabilité de l'État du fait de l'illégalité d'un arrêté préfectoral réglementant la fermeture dominicale des officines de pharmacie »**, Note sous CAA Marseille, 18 octobre 2010, M. G. et Me E, LPA 28 février 2011, n° 41, p. 13.
- 88)« Les maires et les monuments dédiés aux morts de la première guerre mondiale »**, JCP A 2011, n° 2202.
- 89)« Le retrait des communes d'une communauté de communes »**, note sous TA Clermont-Ferrand, 11 mai 2010, Commune de Valuejols, BJCL 9/2011, p. 566.
- 90)« Le maire et l'euthanasie des chiens dangereux »**, La Gazette des communes, 2 janvier 2012, p. 48.
- 91)« Concours de polices : l'identification des compétences et moyens des autorités locales »**, JCP A 2012, n° 2114.
- 92)« Vente de muguet : un brin de responsabilités »**, La Gazette des communes, 16 avril 2012, p. 56.
- 93)« La conformité à la Constitution de la soumission des forêts des collectivités territoriales au régime forestier »**, BJCL 7/8 2012, p. 490.
- 94)« Le maire et les arbres : des difficultés de taille »**, Les Annales des loyers, janvier 2013, p. 89.
- 95) « Intérêt à contester un refus d'homologation d'un circuit de moto »**, note sous CAA Marseille, 24 septembre 2013, Fédération française de motocyclisme, Droit de la voirie et du domaine public, n° 177, mars/avril 2014, p. 53.
- 96)« Peut-on légalement installer une crèche dans une mairie pour Noël »**, Lexbase, 29 janvier 2015, p. 1.

- 97) « **Les conventions de mandat face au juge administratif** », La Gazette des Communes, 22 septembre 2003, p. 68.
- 98) « **La fin anticipée du contrat administratif : la résiliation-sanction** », L'écho des marchés publics, novembre 2003, n° 67, p. 4.
- 99) « **La résiliation dans l'intérêt général des contrats administratif** », L'écho des marchés publics, janvier 2004, n° 69, p. 9.
- 100) « **L'envoi spontané au préfet des pièces obligatoires du marché par la collectivité postérieurement à l'acte initial n'a pas pour effet de proroger le délai d'exercice du déféré** », Note sous CE 17 octobre 2003, District de Bastia, Les Petites Affiches, 5 juillet 2005, n° 132, p. 4.
- 101) « **Les collectivités locales et les télécommunications** », L'écho des marchés publics, juillet-août 2004, p. 9.
- 102) « **La notification et l'exécution des marchés publics** », La Gazette des communes, 12 juillet 2004, p. 44.
- 103) « **Information des candidats et contenu du règlement de consultation** », Contrats Publics - ACCP, n° 36, septembre 2004, p.68.
- 104) « **Le contrôle du juge administratif sur le montant fixé par une convention de transaction pour des prestations réalisées hors contrat** », Note sous CAA Marseille, 15 juin 2004, SIVOM de la région du Pic de Saint Loup c/ Préfet de l'Hérault, AJDA 2004, p. 2279.
- 105) « **La commande publique : les marchés d'assurance** », La Gazette des Communes, 22 novembre 2004, n° 1766, p. 54.
- 106) « **Le droit de la commande publique : l'unité dans la diversité** », L'écho des marchés publics, mars 2005, p. 9.
- 107) « **Le paiement du sous-traitant** », », L'écho des marchés publics, septembre 2005, p. 9.
- 108) « **Le candidat non retenu pour l'attribution d'un marché public** », L'écho des marchés publics, juillet-août 2005, p. 9.
- 109) « **Les contrats de mobilier urbain sont des marchés publics** », Note sous CE, Ass., 4 novembre 2005, Société Jean-Claude Decaux, L'écho des marchés publics, février 2006, p. 8.
- 110) « **La confirmation par l'Assemblée du contentieux 25 ans après un avis de Section : les contrats de mobilier urbain sont des marchés** »

publics », Note sous CE, Ass., 4 novembre 2005, Société Jean-Claude Decaux, Les Petites affiches, 28 décembre 2006, n° 259, p. 10.

111) « Quel ordre de juridiction est compétent pour connaître d'un litige relatif à un appel d'offres lancé par la Banque de France relatif à la fabrication de billets de banque ? », Note sous TA Clermont-Ferrand, ord., 21 juillet 2006, Société Elyo Suez-Energie-Services, CP- ACCP, février 2007, n° 63, p. 46.

112) « L'avis d'appel public à la concurrence doit mentionner les voies et délais de recours », Note sous TA Toulouse, ord., 12 octobre 2006, Société Teamnet, CP- ACCP, avril 2007, n° 65, p. 73.

113) « Réception tardive d'un ouvrage et responsabilité du maître d'ouvrage », Note sous TA Limoges, 23 novembre 2006, SNC SOCAE Berry, CP-ACCP 2008, n) 73, p. 79.

Droit des propriétés publiques

- 114) « **Une victoire à la Pyrrhus du droit de propriété sur le principe de l'intangibilité de l'ouvrage public (à propos de l'arrêt du CE, 29 janvier 2003, Commune de Clans c/ Gasiglia)** », Les Petites Affiches, n° 113, 6 juin 2003, p. 20.
- 115) « **Des critères d'appartenance d'une voie au domaine public communal** », Note sous CE 19 mai 2003, Commune de la Foye-Monjault c/ Epoux Le Clainche, JCP éd. A., n° 48, 24 novembre 2003, p. 1558.
- 116) « **Stationnement sans titre sur le domaine public fluvial et contraventions de grande voirie** », Note sous CAA Paris, 20 juin 2003, Port autonome de Paris, JCP éd. A., 2004, p. 109.
- 117) « **Vers un principe général de non-gratuité de l'occupation du domaine public ?** », Note sous CAA Marseille, 6 décembre 2004, Commune de Nice, AJDA 2005, p. 832.
- 118) « **La prorogation de la DUP des travaux de déviation de la RN 134** », Note sous CE 27 juin 2005, Fédération des syndicats agricoles du Béarn et du pays Basque, Les Annales de la voirie, 2005, n° 99 p. 145.
- 119) « **Les pouvoirs du maire sur les chemins communaux** », Note sous CAA Nantes, Association des propriétaires des communaux de Poulguen, Les Annales de la voirie, 2005, n° 101, p. 221.
- 120) « **La responsabilité des collectivités publiques du fait des dysfonctionnements des feux de signalisation tricolore** », Les Annales de la Voirie, 2005, n° 101, p. 208.
- 121) « **Le statut juridique des voies privées ouvertes à la circulation générale** », La Gazette des communes, 9 janvier 2006, n° 1820, p. 48.
- 122) « **Le rejet de la demande tendant à la suspension du décret n° 2005-1499 du 5 décembre 2005 relatif à la consistance du réseau routier national** », Note sous CE, ord., 19 janvier 2006, Département des Landes, Les Annales de la voirie, n° 106, mai 2006, p. 81.
- 123) « **Le principe d'intangibilité de l'ouvrage public, la préservation de l'intérêt général et le pouvoir d'injonction du juge administratif :**

entre pragmatisme et raison d'Etat », In L'injonction et l'exécution des décisions de justice, PUAM, 2006, p. 133.

- 124) « **Délimitation et bornage des propriétés publiques** », Note sous TA Clermont-Ferrand, 23 mai 2006, GAEC de Chardessac, Revue de droit rural, juin/juillet 2007, p. 55.
- 125) « **Digue au droit d'un étang et voie communale la surplombant : quelles responsabilités en cas de rupture de la digue ?** », Note sous TA Clermont-Ferrand, 3 août 2006, Peyrony et Lamadon, Les Annales de la voirie, juillet/août 2007, n° 118, p. 108.
- 126) « **La notion juridique de cours d'eau** », Droit de l'environnement, avril 2007, p. 106.
- 127) « **L'interdiction du stationnement des véhicules de location par le maire** », Note sous CAA Douai, 22 juin 2006, Société SAS France Car, Les Annales de la voirie, avril/mai 2007, p. 60.
- 128) « **La délivrance des permissions de voirie par le président du conseil général** », Note sous CE 15 novembre 2006, Département de Meurthe-et-Moselle, Les Annales de la voirie, avril/mai 2007, p. 63.
- 129) « **Une commune ne peut céder à un particulier un immeuble de son domaine privé pour un prix sensiblement inférieur à sa valeur vénale, quel que soit l'intérêt général s'attachant au projet communal** », Note sous TA Clermont-Ferrand, 27 février 2007, Préfet de l'Allier, Les petites affiches, 14 septembre 2007, n° 185, p. 9.
- 130) « **Délimitation et bornage des propriétés privées contigües à des propriétés publiques** », La Gazette des communes, 10 septembre 2007, p. 60.
- 131) « **La compétence liée du préfet pour constater le transfert d'une route nationale dans le domaine départemental** », Note sous TA Orléans, 7 novembre 2006, Département du Cher, Les Annales de la voirie, n° 120, octobre 2007, p. 158.
- 132) « **Une commune ne peut légalement classer dans le domaine public communal une voie privée** », Note sous CAA Marseille, 4 juin 2007, Commune d'Aimargues, Les Annales de la voirie, n° 121, novembre 2007, p. 179.
- 133) « **Les obligations de déneigement** », La Gazette des communes, 12 novembre 2007, p. 62.

- 134) « **Une délibération classant une parcelle privée dans le domaine public ne présente pas un caractère réglementaire** », Note sous CAA Marseille, 25 juin 2007, Bonnefoy et autres, Les Annales de la voirie, n° 124, mars 2008, p. 15.
- 135) « **L'entretien des chemins ruraux** », La Gazette des communes, 11 février 2008, p. 58.
- 136) « **Le droit des manifestations et épreuves sur les voies publiques et privées comportant la participation de véhicules terrestres à moteur** », Les Annales de la voirie, n° 123, janvier/février 2008, p. 18.
- 137) « **La notion de dépendances et accessoires des voies nationales transférées aux départements au sens de l'article 18 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004** », Note sous TA Strasbourg, 15 février 2007, Département du Haut-Rhin, Les Annales de la voirie, n° 123, janvier/février 2008, p. 7.
- 138) « **Le mécanisme de l'article L. 318-3 du code de l'urbanisme : un procédé d'incorporation d'une voie privée dans le domaine public communal** », JCP A 2008, n° 2133.
- 139) « **Domaine, travaux et ouvrages publics : propriété, définition et consistance** », La Gazette des communes, 17 mars 2008, p. 54.
- 140) « **Une clause de résiliation unilatérale d'une convention d'occupation d'un immeuble du domaine privé d'une collectivité ne présente pas un caractère exorbitant du droit commun** », Note sous TC 20 février 2008, Verrière c/ Communauté urbaine de Bordeaux, Les Annales de la voirie, n° 125, avril 2008, p. 13.
- 141) « **Les droits du propriétaire d'une voie ouverte au public** », note sous CE 5 mars 2008, Bermond et autres, AJDA 2008, p. 1334.
- 142) « **Dénomination des places, voies et bâtiments publics** », La Gazette des communes, 14 juillet 2008, p. 52.
- 143) « **L'implantation gratuite des radars** », La Gazette des communes, 25 août 2008, p. 52.
- 144) « **Le déclassement d'une dépendance du domaine public communal** », Les Annales de la voirie, n° 126, mai/juin 2008, p. 11.
- 145) « **Les délaissés de voirie** », La Gazette des communes, 27 octobre 2008, p. 60.

- 146) « **Les contrats de cession d'immeubles du domaine privé** », La Gazette des communes, 27 octobre 2008, p. 56.
- 147) « **Opération d'aménagement et transfert de propriété en application de l'article L. 318-3 du code de l'urbanisme** », note sous TA Clermont-Ferrand, 22 janvier 2008, Teston et autres, Les Annales de la voirie, n° 131, décembre 2008, p. 19.
- 148) « **La publicité de l'avis d'ouverture de l'enquête publique** », BJCL n° 11/08, p.791
- 149) « **Travaux exécutés d'office par une commune en cas de risques d'éboulements nés sur une propriété privée** », Note sous Cass. Civ., 1^{ère}, 28 novembre 2007, Les Annales de la voirie, n° 134, avril 2009, p. 10.
- 150) « **Une commune ne peut légalement mettre à disposition d'une société une dépendance de son domaine public sans contrepartie** », Note sous TA Clermont-Ferrand, 9 juillet 2008, Loubeyre, Les Annales de la voirie, n° 133, mars 2009, p. 12.
- 151) « **La qualification et le régime des sentiers d'exploitation** », Note sous TA Clermont-Ferrand, 30 juin 2009, Rongier, Les Annales de la voirie, n° 138, octobre 2009, p. 11.
- 152) « **La fixation rétroactive des tarifs pour occupation du domaine public** », Note sous CAA Marseille, 11 juin 2009, SARL Hélios Plage, Les Annales de la voirie, n° 139, décembre 2009, p. 10.
- 153) « **Les contributions spéciales exigées par les communes et les départements en cas de détériorations anormales de la voirie routière** », BJCL 8/2009, p. 506.
- 154) « **Le refus d'entretien des chemins ruraux** », La Gazette des communes, 24 mai 2010, p. 52.
- 155) « **L'injonction de démolir un ouvrage public afin de respecter le droit d'accès d'un propriétaire riverain** », Note sous CAA Nantes, 17 décembre 2009, Quero, Droit de la voirie et du domaine public, n° 146, septembre 2010, p. 144.
- 156) « **Quelle est la définition d'un ouvrage public ?** », Note sous CE, Ass. Avis, 29 avril 2010, Beligaud, Droit de la voirie et du domaine public, n° 147, octobre/novembre 2010, p. 170.
- 157) « **Le maire et les atteintes à la circulation sur voies ouvertes au public** », Droit de la voirie et du domaine public, n° 152, mai 2011, p. 76.

- 158) « **Le régime juridique des aisances de voirie dont bénéficient les riverains des voies et places publiques** », BJCL 6/2011, p. 394.
- 159) « **L'incessibilité des autorisations d'occupation du domaine public** », La Gazette des communes, 11 avril 2011, p. 53.
- 160) « **L'exigence constitutionnelle de faire précéder la création de piste de défense contre les incendies d'une enquête publique** », BJCL 12/2011, p. 810.
- 161) « **Alignement : l'indemnisation de l'interdiction de travaux confortatifs** », QPC 2 décembre 2011, Dr. adm. 2012, comm. n° 28.
- 162) « **Les tribulations de l'Etat locataire** », JCP A 2012, n° 2050.
- 163) « **L'atteinte du domaine public : l'action contentieuse de la collectivité locale** », Note sous CE 21 novembre 2011, Commune de Plonéour-Lanvern, La Gazette des communes, 28 mai 2012, p. 54.
- 164) « **Les autorisations de voirie** », Droit de la voirie et du domaine public, n° 165, octobre/novembre 2012, p. 156.
- 165) « **Le statut juridique particulier des ponts** », La Gazette des communes, 4 février 2013, p. 56.
- 166) « **Les règlements de voirie** », Droit de la voirie et du domaine public, n° 168, mars 2013, p. 37.
- 167) « **La responsabilité du fait des dommages causés lors de la réalisation de travaux de voirie** », Droit de la voirie et du domaine public, mai 2013, n° 170, p. 76.
- 168) « **Poursuite et office du juge en matière de contravention de grande voirie** », Le droit maritime français, n° 752, novembre 2013, p. 928.
- 169) « **L'ordre de juridiction compétent pour connaître d'un litige mettant en cause un transformateur électrique** », Note sous TC 17 décembre 2012, V. c/ Société ERDF, Droit de la voirie et du domaine public, n° 174-175, novembre-décembre 2013, p. 168.
- 170) « **Permis de stationnement : la compétence du maire de Chambord en sa qualité d'autorité de police** », note sous CE 9 avril 2014, Commune de Chambord, Lexbase Hebdo, édition publique, n° 330, 8 mai 2014.

- 171) « **Les pistes de ski alpin peuvent faire partie du domaine public** », CE, Sect., 28 avril 2014, Commune de Val d'Isère, Lexbase Hebdo, édition publique, n° 334, 5 juin 2014.
- 172) « **L'appréciation du consentement d'un propriétaire d'une voie privée empruntée par le public et l'atteinte au droit de propriété** », Note sous CAA Marseille, 11 février 2014, M. M., n° 11MA04203, Les annales des loyers, avril 2014, n° 4, p. 610.
- 173) « **Les écarts entre le montant des redevances et celui des loyers communaux loués à des organisations syndicales doivent être objectivement justifiés, à peine de discrimination** », Note sous Cass. Civ., 1^{ère}, 13 mai 2014, n° 12-16.784, Lexbase, 3 juillet 2014, n° 338.
- 174) « **Domaine public et domaine privé Juillet 2013 – juillet 2014** », Droit de la voirie et du domaine public, septembre/octobre 2014, n° 180, p. 167.
- 175) « **Sélection des jugements des tribunaux administratifs – Année 2014** », Droit de la voirie et du domaine public, janvier/février 2015, n° 182, p. 8.
- 176) « **Procédures juridictionnelles aux fins de réparation d'une atteinte portée à une dépendance du domaine public : quelle articulation ?** », Cass. Civ., 1^{ère}, 13 novembre 2014, n° 13-17820, Le droit maritime français, n° 768, avril 2015, p. 361.
- 177) « **L'imprescriptibilité des chemins ruraux** », Annales des loyers, juin 2015, p. 141.
- 178) « **La décision de réaffectation au service public hospitalier d'un immeuble auparavant déclassé** », CE 13 février 2015, Société Le Patio Lafayette, n° 381412, AJDA 2015, p. 1432.
- 179) « **Convention d'occupation du domaine public : du formalisme probatoire au formalisme validant** », CE, Sect., 19 juin 2015, SIPB SAS, n° 369558, Lexbase, Edition publique n° 383, 23 juillet 2015.
- 180) « **Une autorisation d'occupation du domaine public peut être transférée à un tiers avec l'accord écrit du gestionnaire** », CE 18 septembre 2015, Société Prest'Air, req. n° 387315, Lexbase, Edition publique, n° 391, 22 octobre 2015.
- 181) « **Cession d'une dépendance du domaine privé : à quel(s) prix ?** », CE 14 octobre 2015, Commune de Chatillon-sur-Seine, n° 375577, Lexbase, Edition publique, n° 398, 17 décembre 2015.

182) « Sélection des jugements des tribunaux administratifs – 2015 », Droit de la voirie et du domaine public, n° 187, novembre-décembre 2015, p. 169.

183) « La commune et la prescription acquisitive des chemins ruraux » (en collaboration avec M. Borel), Droit de la voirie et du domaine public, mars/avril 2016, p. 50.

184) « Agora(phobie) », Tribune, AJDA 2016, p. 1033.

185) « Domaine public et privé des collectivités publiques – Synthèse – Août 2014-janvier 2016 », Droit de la voirie et du domaine public, n° 188, janvier/février 2016, p. 34.

186) « Chronique de droit public foncier - Mars 2016 », Les Annales des loyers, 2016, p. 101.

187) « Chronique de droit public foncier - Avril 2016 », Les Annales des Loyers, p. 102.

188) « Chronique de droit public foncier – Mai 2016 », Les Annales des Loyers, 2016, n° 9, p. 104.

189) « Chronique de droit public foncier – Juin 2016 », Les Annales des Loyers, 2016, n° 10, p. 82.

190) « Chronique de droit public foncier – juillet/août 2016 », Les Annales des Loyers, 2016, p. 98.

191) « Chronique de droit public foncier – septembre 2016 », Les Annales des Loyers, novembre 2016, p. 104.

192) « Chronique de droit public foncier – octobre 2016 », Les Annales des Loyers, décembre 2016, p. 114.

193) « Chronique de droit public foncier – novembre 2016 », Les Annales des Loyers, janvier 2017, p. 104.

194) « Chronique de droit public foncier – janvier 2017 », Les Annales des Loyers, mars 2017, p. 97.

195) « Chronique de droit public foncier – février 2017 », Les Annales des Loyers, avril 2017, p. 102.

196) « Chronique de droit public foncier – mars 2017 », Les Annales des Loyers, mai 2017, p. 105.

- 197) « **Chronique de droit public foncier – avril 2017** », Les Annales des Loyers, juin 2017, p. 98.
- 198) « **Chronique de droit public foncier – septembre 2017** », Les Annales des Loyers, novembre, p. 87
- 199) « **Chronique de droit public foncier – octobre 2017** », Les Annales des Loyers, décembre 2017, p. 103.
- 200) « **Chronique de droit public foncier – novembre 2017** », Les Annales des Loyers, janvier-février 2018, p. 106.
- 201) « **Chronique de droit public foncier – décembre 2017 – Janvier 2018** », Les Annales des Loyers, mars 2018, p. 98.
- 202) « **Chronique de droit public foncier – Février 2018** », Les Annales des Loyers, avril 2018, p. 98.
- 203) « **Chronique de droit public foncier – Mars 2018** », Les Annales des Loyers, mai 2018, p. 97.
- 204) « **Chronique de droit public foncier – Avril 2018** », Les Annales des Loyers, juin 2018, p. 94.
- 205) « **Chronique de droit public foncier – Mai 2018** », Les Annales des Loyers, juillet-août 2018, p. 104.
- 206) « **Chronique de droit public foncier – Juin 2018** », Les Annales des Loyers, septembre 2018, p. 118.
- 207) « **Sélection des jugements des tribunaux administratifs – 1^{er} semestre 2016** », Droit de la voirie et du domaine public, n° 192, septembre 2016, p. 137.
- 208) « **L'occupation privative du domaine public : de l'occupation payante à la gratuité, du droit à la réalité** », Mélanges Turpin, Etat du droit, état des droits, LGDJ, 2017, p. 815.
- 209) « **Sélection des jugements des tribunaux administratifs – 2nd semestre 2016** », Droit de la voirie et du domaine public, n° 195, mars/avril 2017, p. 38.
- 210) « **Synthèse : domaine public et privé des collectivités publiques – Janvier 2016 à Janvier 2017** », Droit de la voirie et du domaine public, n° 195, mars/avril 2017, p. 46.

- 211) « **Synthèse : domaine public et privé des collectivités publiques – Janvier 2017 à Janvier 2018** », Droit de la voirie et du domaine public, n° 201, mars/avril 2018, p. 49.
- 212) « **Expulsion des logements étudiants du CROUS : le retour à la jurisprudence Lecoq** », LPA, 23 avril 2018, n° 81, p. 19.

Droit de l'environnement

- 213) « **La consolidation d'un droit maritime de l'environnement ou les mesures de gestion des pollutions marines par hydrocarbures** », Annuaire européen d'administration publique, Tome n° 25, 2003, p. 512.
- 214) « **La responsabilité sans faute de l'État du fait de la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature** », Note sous CE, Sect., 30 juillet 2003, Association pour le développement de l'aquaculture en région centre et autres, Droit de l'Environnement, octobre 2003, p. 176.
- 215) « **L'institution d'une zone spéciale de recherche et d'exploitation de carrières dans un parc naturel régional** », Note sous CE, 28 mai 2003, Commune de Saily, Les Petites Affiches, n° 112, 4 juin 2004, p. 13.
- 216) « **Le maire, le préfet, les installations classées et la protection de l'environnement** », Note sous CE 29 septembre 2003, Houillères de bassin de Lorraine, Jurilocal, janvier 2004, n° 21, p. 4.
- 217) « **Le renforcement de la protection écologique de la mer Méditerranée** », Note sous le décret n° 2004-33 du 8 janvier 2004 portant création d'une zone de protection écologique au large des côtes du territoire de la République en Méditerranée, Droit de l'environnement, mars 2004, n° 116, p. 43.
- 218) « **Les manquements de la France à ses obligations communautaires de contrôle des navires dans les ports français** », Note sous CJCE, Affaire n° 439/02 du 22 juin 2004, Commission des

communautés européennes c/ République française, Droit de l'Environnement, n° 121, septembre 2004, p. 155.

- 219) « **L'absence de patrimoine public responsable du fait de la présence d'une souche dans un cours d'eau non domanial non aménagé** », Note sous CAA Marseille, 5 février 2004, Commune de Mandelieu-La-Napoule c/ Mognolle, JCP éd. A 2004, n° 1691.
- 220) « **La thonaille est un filet dérivant au sens des dispositions communautaires** », Note sous CE 10 août 2005, Association France Nature Environnement, Groupe de Recherche sur les Cétacés, Neptunus, Vol. 11.
- 221) « **Grandeur et décadence : les affres et péripéties de l'ex-fleuron de la marine nationale française et autres tribulations juridiques** », Annuaire européen d'administration publique, 2006, p. 480.
- 222) « **Le dossier de demande d'autorisation et la fiche d'information destinée au public doivent indiquer précisément la localisation des parcelles envisagées pour la dissémination d'OGM** », Note sous TA Clermont-Ferrand, 4 mai 2006, Association Comité de recherche et d'information indépendante sur le génie génétique et autres, Revue de droit rural, mars 2007, p. 46.
- 223) « **Un arrêté préfectoral restreignant l'usage de l'eau en période de pénurie doit être limité dans le temps** », Note sous TA Clermont-Ferrand, 17 octobre 2006, Bardot, Droit de l'environnement, 2007, n° 148, mai 2007, p. 118.
- 224) « **Les mesures de protection de l'environnement en Antarctique adoptées par la France depuis 2005** », Revue juridique de l'environnement, n° 2008-1, p. 25.
- 225) « **La faute de l'entreprise chargée de réaliser des travaux à proximité d'une canalisation de transport d'hydrocarbures pour avoir omis de déposer une déclaration d'intention de commencement des travaux auprès de l'exploitant de l'ouvrage** », Note sous Cass. Civ., 3^e, 23 mai 2007, SA Trapil, La Revue juridique de l'économie publique, mars 2008, comm^o n° 15.
- 226) « **Affichage publicitaire : des pouvoirs de sanction partagés** », La Gazette des Communes, 15 décembre 2008, p. 56.
- 227) « **Quels sont les projets que doit prendre en compte le préfet pour arrêter le plan de protection de l'atmosphère ?** », Note sous TA

Clermont-Ferrand, 2 décembre 2008, Association Europ'Association, JCP A 2009, n° 2256.

- 228) « Implantation d'éoliennes et accidents : quelle appréciation des risques ? »**, Note sous CE 27 juillet 2009, Société Boralex Avignonet SAS, Droit de l'environnement, n° 178, mai 2010, p. 163.
- 229) « Les zones de développement de l'éolien »**, BJCL 7-8/2010, p. 492.
- 230) « L'exercice du droit de préemption par le département dans les espaces naturels sensibles »**, Droit de l'environnement, n° 192, 2011, p. 225.
- 231) « La soumission des éoliennes au régime des installations classées pour la protection de l'environnement »**, La Gazette des communes, 31 octobre 2011, p. 56.
- 232) « Les prélèvements d'espèces protégées »**, note sous TA Saint-Denis, ord., 27 septembre 2012, Association Sea Sheperd, Association citoyenne de Saint-Pierre et ASPAS, Droit de l'environnement, n° 208, janvier 2013, p. 23.

Droit de la fonction publique

- 233) « La règle du forfait de pension n'est plus »**, Note sous CE, Ass., 4 juillet 2003, Mme Moya-Caville, AJFP, Novembre-décembre 2003, p. 25.
- 234) « Une accusation d'abus de pouvoir ne constitue pas une attaque au sens de la loi du 13 juillet 1983 »**, Note sous CAA Bordeaux, 21 juillet 2004, AJFP, Janvier-février 2005, p. 45.
- 235) « La légalité de la décision de révocation pour harcèlement moral d'un directeur pour les atteintes à la dignité qu'il a fait subir à ses personnels »**, Note sous TA Nantes, 26 janvier 2005, Les Petites Affiches, 2006, 7 février 2006, n° 27, p. 4.
- 236) « L'agent placé en congé de maladie ordinaire et les contre-visites ordonnées par son administration »**, LPA 6 juin 2008, n° 114, p. 4.
- 237) « Les obligations de l'administration face à un abandon de poste »**, Note sous CAA Lyon, 23 mars 2010, Commune de Chamalières, AJDA 2010, p. 1432.

Droit fiscal

- 238) « Les critères de détermination d'un lien de subordination entre une personne et une société »,** Note sous TA Clermont-Ferrand, 22 mai 2007, Les Petites Affiches, 26 novembre 2007, n° 236, p. 18.

Droit de l'urbanisme

- 239) « La responsabilité de l'Etat du fait de la délivrance de renseignements d'urbanisme non opposables »,** Note sous CAA Marseille, 2 juin 2005, Société Ficci, Les Annales de la voirie, n° 104, mars 2006, p. 33 ; Légilocal, septembre 2006, n° 47, p. 18.
- 240) « Une commune ne peut légalement modifier son plan local d'urbanisme dans le seul but de faire échec au projet d'implantation d'un incinérateur »,** Note sous CAA Marseille, ord., 15 décembre 2005, Syndicat national d'agglomération nouvelle Ouest Provence, AJDA 2006, p. 668.
- 241) « Nature de la délibération du conseil municipal qui vise à écarter la règle de la constructibilité limitée »,** Note sous TA Clermont-Ferrand, 7 novembre 2006, Construction-Urbanisme, mars 2007, comm. n° 61.
- 242) « La responsabilité de l'administration du fait de la délivrance d'actes illégaux en matière d'urbanisme »,** In Misions et responsabilités des professionnels de l'immobilier, ouvrage collectif sous la direction du Professeur J.-L. Bergel, Le Moniteur, 2007, p. 483-503.
- 243) « Immeubles menaçant ruine : quelle juridiction est compétente pour ordonner la démolition ? »,** note sous TA Clermont-Ferrand, ord., 13 mars 2008, Commune de Montluçon, Le Journal des communes, n° 2132, 28 juillet 2008, p. 32.
- 244) « Les communes et l'exercice du droit de préemption urbain »,** Le Journal des communes, n° 2132, 28 juillet 2008, 48 (1^{ère} partie) et n° 2133, 17 septembre 2008, p. 48.

- 245) « Un parent du pétitionnaire peut-il donner un avis sur la demande de permis de construire ? »** Note sous TA Clermont-Ferrand, 17 juin 2008, Devidal, BJDJ n° 6/2008, p. 400.
- 246) « Espaces boisés classés : quelles conditions d'opposabilité ? »**, BJDJ 3/2009, p. 191.
- 247) « Le préfet peut-il légalement qualifier une aire d'accueil des gens du voyage de projet d'intérêt général ? »**, Note sous TA Clermont-Ferrand, 2 mars 2010, Commune de Saint-Rémy-en-Rollat, BJCJ 5/2010, p. 355.
- 248) « La possibilité d'invoquer la méconnaissance du principe de précaution dans le contentieux de l'urbanisme : l'exemple des antennes relais »**, BJCL 5/2010, p. 30.
- 249) « Le régime juridique des servitudes d'utilité publique annexées à un plan local d'urbanisme »**, BJCL 6/2010, p. 421.

CHRONIQUES DU JCP A DE 2005 A 2011

- 250) Chronique JCP éd. A.**, 2005, n° 1189, commentaire de 4 arrêts.
- 251) Chronique JCP éd. A.**, 2005, n° 1238, commentaire de 4 arrêts.
- 252) Chronique JCP éd. A.**, 2005, n° 1304, commentaire de 4 arrêts.
- 253) Chronique JCP éd. A.**, 2005, n° 1380, commentaire de 4 arrêts.
- 254) Chronique JCP éd. A.**, mars 2006, n° 1075, commentaire de 4 arrêts.
- 255) Chronique JCP éd. A.**, 10 juillet 2006, n° 1156, commentaire de 5 arrêts.
- 256) Chronique JCP éd. A.**, 30 octobre 2006, n° 1253, commentaire de 6 arrêts.
- 257) Chronique JCP éd. A.**, juin 2007, n° 23, n° 218, commentaire de 5 arrêts.
- 258) Chronique JCP éd. A.**, décembre 2007, n° 52, n° 2331.
- 259) Chronique JCP éd. A.**, avril 2008, n° 2109.
- 260) Chronique JCP éd. A.**, 1^{er} décembre 2008, n° 2277.
- 261) Chronique JCP éd. A.**, 22 mai 2009, n° 2120.
- 262) Chronique JCP éd. A.**, 21 décembre 2009, n° 2302.
- 263) Chronique JCP éd. A.**, 25 janvier 2010, n° 2035.
- 264) Chronique JCP éd. A.**, 20 septembre 2010, n° 2280.
- 265) Chronique JCP éd. A.**, 20 septembre 2011, n° 2187.

CONCLUSIONS PUBLIEES

- 266) « Le contrôle plein en matière d'agrément des agents de polices privées »**, CAA Marseille, 18 octobre 2010, A., AJFP 2011, p. 30.
- 267) « Le contrôle juridictionnel des arrêtés portant refus de constat l'état de catastrophe naturelle à la suite de la sécheresse de l'état 2003 »**, CAA Marseille, 8 novembre 2010, Commune de Bédarrides, Droit de l'environnement, n° 186, janvier 2011, p. 24.
- 268) « Un désistement dans une action en rétrocession justifie-t-il la cession non onéreuse d'une dépendance du domaine privé de la commune ? »**, CAA Marseille, 22 novembre 2010, Ville de Marseille, AJDA 2011, p. 171.
- 269) « Existe-t-il un droit d'accès à une propriété privée au détriment de places de stationnement ? »**, CAA Marseille, 22 novembre 2010, Commune de Saint-Laurent-de-la-Salanque, Droit de la voirie et du domaine public, janvier/février 2011, p. 11.
- 270) « Le contrôle de l'appréciation d'un arrêté portant inscription d'un domaine au titre des monuments historiques »**, CAA Marseille, 2 novembre 2010, M., AJDA 2011, p. 283.
- 271) « Quels sont le statut et le régime juridiques d'une retenue collinaire ? »**, CAA Marseille, 22 novembre 2010, Société d'aménagement Isola 2000, BJCL 2/2011, p. 103.
- 272) « Exécution d'office : quels pouvoirs des communes pour quelles responsabilités ? »**, CAA Marseille, 18 octobre 2010, SARL Bleu Passion et autres, AJDA 2011, p. 393.
- 273) « Quelle qualité peut invoquer un particulier pour contester un arrêté préfectoral d'extension d'une installation classée ? »**, CAA Marseille, 8 novembre 2010, Communauté de communes interdépartementale des Baronnie et autre, AJDA 2011, p. 459.
- 274) « Domaine privé : existe-t-il un droit au renouvellement du bail commercial ? »**, CAA Marseille, 6 décembre 2010, Vahanian, Droit de la voirie et du domaine public, mars 2011, p. 34.

- 275) « Le refus d'un salarié de signer une convention de forfait jours en application de la loi Aubry II justifie-t-il son licenciement ? »**, CAA Marseille, 20 décembre 2010, Caisse régionale de Crédit agricole, LPA 10 mars 2011, n° 49, p. 16.
- 276) « Le préfet de région est-il en situation de compétence liée pour enregistrer la déclaration d'activité nécessaire pour dispenser des formations ? »**, CAA Marseille, 20 décembre 2010, Ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité, n° 08MA04872, AJDA 2011, p. 627.
- 277) « Le préfet peut-il qualifier de projet d'intérêt général l'institution d'un centre d'élimination et de stockage des déchets ? »**, CAA Marseille, 24 janvier 2011, Société Sita Sud et autres, Droit de l'environnement, n° 188, mars 2011, p. 93 ; RJE 2011/2, p. 307.
- 278) « Le titulaire d'un marché public, occupant sans titre du domaine public, est-il redevable de la redevance d'occupation ? »**, CAA Marseille, 10 janvier 2010, Société Autocars GRV, n° 08ma05219, AJDA 2011, p. 680.
- 279) « Le stationnement non autorisé d'un bateau sur le domaine public fluvial est constitutif d'une contravention de grande voirie »**, CAA Marseille, 18 octobre 2010, B., n° 08MA04743, Droit de la voirie et du domaine public, avril 2011, n° 151, p. 54.
- 280) « Mise à la retraite des salariés protégés : la prise en compte de la durée de cotisations susceptible d'être validée »**, CAA Marseille, 18 octobre 2010, LPA, 25-26 avril 2011, n° 81-82, p. 16.
- 281) « Une commune peut-elle voir sa responsabilité engagée pour avoir conclu un bail commercial sur le domaine public communal ? »**, CAA Marseille, 24 janvier 2011, Commune d'Escaro-Aytua, BJCL 4/2011, p. 279.
- 282) « Une EURL doit-elle payer le montant de la redevance d'occupation du domaine public pour une période antérieure à sa création ? »**, CAA Marseille, 7 février 2011, Maggiani-Antoniotti, Droit de la voirie et du domaine public, juin 2011, n° 153, p. 95.
- 283) « Affaire Chevrol : les suites indemnitaires de la condamnation de la France par la Cour européenne des droits de l'homme »**, CAA Marseille, 7 février 2011, RFDA 2011, p. 581.

- 284) « Formation continue obligatoire des infirmiers libéraux : quelle juridiction est compétente pour connaître d'un litige indemnitaire ? »**, CAA Marseille, 24 janvier 2011, SARL Clavis, AJDA 2011, p. 1432.
- 285) « Dans quelles conditions une délibération peut-elle retirer une précédente délibération autorisant la cession d'une dépendance du domaine privé ? »**, CAA Marseille, 24 janvier 2011, Commune de Font-Romeu-Odeillo-Via, JCP A 2011, n° 2262.
- 286) « Nature du silence gardé par l'Etat à la suite de la demande de reconnaissance par une commune de l'état de catastrophe naturelle »**, CAA Marseille, 2 mai 2011, Commune de la Roque-d'Anthéron, AJDA 2011, p. 1692.
- 287) « Travailleur involontairement privé d'emploi : la notion de motif légitime de refus »**, CAA Marseille, 22 novembre 2010, P., LPA, 13-14 septembre 2011, n° 182-183, p. 11.
- 288) « Quelle commission est compétente pour donner un avis avant le prononcé de la sanction de retrait temporaire des licences de vol d'un pilote d'avion ? »**, CAA Marseille, 27 juin 2011, Ministre de l'écologie, LPA, 15-16 septembre 2011, n° 184-185, p. 14.
- 289) « Occupation du domaine public, liberté du commerce et de l'industrie et principe d'indépendance des législations »**, CAA Marseille, 14 mars 2011, Duckstein, Droit de la voirie et du domaine public, septembre 2011, n° 155, p. 131.
- 290) « Le préfet peut-il légalement exiger une étude d'incidences pour autoriser une manifestation sportive motorisée en se fondant sur la circulaire Olin ? »**, Conclusions sur CAA Marseille, 16 mai 2011, Moto Club de Boade, JCP A 2012, n° 2011.
- 291) « Quel contrôle juridictionnel porter sur le potentiel éolien nécessaire pour justifier la création d'une zone de développement de l'éolien ? »**, Conclusions sur CAA Marseille, 4 juillet 2011, Ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, JCP A 2011, n° 2346.
- 292) « Dans quelles conditions un particulier installé sur une dépendance du domaine public dont une collectivité demande l'expulsion peut-il exciper de l'illégalité du refus de renouvellement de son titre » ?** conclusions sur CAA Marseille, 10 juin 2011, Genetiaux, JCP A 2011, n° 2281.

- 293) « Quelle juridiction est compétente pour connaître d'une action tendant à la restitution de droits de ports indument versés ? »**, CAA Marseille, 16 mai 2011, Chambre de commerce et d'industrie Nice-Côte d'Azur, AJDA 2011, p. 1955.
- 294) « Conditions de forme des états exécutoires »**, CAA Marseille, 7 février 2011, Commune d'Alès, Droit de la voirie et du domaine public, octobre/novembre 2011, n° 156, p. 153.
- 295) « Quels sont les moyens opérants lorsque le préfet met en demeure l'exploitant d'une installation classée de respecter les prescriptions applicables ? »**, CAA Marseille, 4 juillet 2011, Société Granulats Gontero, AJDA 2011, p. 2018.
- 296) « Les relations entre les prescriptions d'un plan local d'urbanisme et les autorisations d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement »**, CAA Marseille, 6 décembre 2010, SARL Soredem, Droit de l'environnement, octobre 2011, n° 194, p. 287.
- 297) « L'Etat est-il responsable à l'égard des salariés dont l'employeur est insolvable du fait de l'absence de mécanisme légal de garantie de paiement des salaires ? »**, CAA Marseille, 21 février 2011, Baert et autre, 2 espèces, LPA, 1^{er}-2 novembre 2011, n° 217-218, p. 4.
- 298) « Défaut de notification administrative du jugement de condamnation et départ de l'astreinte »**, CAA Marseille, 3 octobre 2011, Nogues, AJDA 2011, p. 2307.
- 299) « Quelles sont les conséquences pour l'acquéreur d'un immeuble construit sur une dépendance du domaine public de la résiliation du titre d'occupation ? »**, CAA Marseille, 8 novembre 2011, Syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier Le port Lavandou et autres, n° 09MA03280, BJCL 11/2011, p. 754.
- 300) « Quel contrôle exercer sur une mesure conservatoire se suspension provisoire d'activité de la médecine lorsque le praticien a refusé de se soumettre à l'expertise destinée à déterminer son état ? »**, CAA Marseille, 16 mai 2011, S. ? Revue générale de droit médical, n° 41, décembre 2011, p. 61.
- 301) « Que doit contenir une étude de dangers et à quel moment l'analyse critique de cette étude doit-elle être transmise ? »**, CAA Marseille, 8 novembre 2011, Société Elengy et autre, AJDA 2011, p. 2527.

- 302) « **Le contrôle juridictionnel porté sur l'examen de capacité professionnelle de conducteur de taxi** », CAA Marseille, 10 juin 2011, j., Droit de la voirie et du domaine public, décembre 2011, n° 157, p. 179.
- 303) « **Comment apprécier la réalité des difficultés économiques invoquées et le secteur d'activité au regard duquel elles doivent être appréciées ?** », CAA Marseille, 17 octobre 2011, LPA, 24 janvier 2012, n° 17, p. 13.
- 304) « **La méconnaissance de la participation du public prévu par l'article L. 110-1 du code de l'environnement lors de la création d'une ZDE justifie-t-elle son annulation ?** », CAA Marseille, 20 décembre 2011, Association Avenir d'Alet, BJCL 1/2012, p. 14.
- 305) « **Un maire n'est pas compétent pour autoriser la réalisation d'une fresque dans une chapelle** », CAA Marseille, 22 novembre 2011, Commune de Saint-Etienne-du-Grès, AJDA 2012, p. 497.
- 306) « **Dans le cadre d'une procédure d'acquisition d'un immeuble présumé sans maître, l'arrêté de constatation peut-il être contesté ?** », CAA Marseille, 4 juillet 2011, Commune de Sournia, BJCL 2/2012, p. 116.
- 307) « **Le propriétaire d'un site pollué du fait du stockage par son locataire de pneumatiques usagés peut-il se voir imposer l'obligation de procéder à leur élimination ?** », CAA Marseille, 16 mai 2011, SCI Niko Immobilier, RJE 1/2012, p. 117.
- 308) « **L'offre de vente d'une commune d'une dépendance de son domaine privé n'est pas éternelle** », CAA Marseille, 24 janvier 2012, M. D. c/ Commune de Potelières, La Gazette du Palais, 21-22 mars 2012, p. 9.
- 309) « **L'occupant sans titre propriétaire d'un immeuble sis sur le domaine public aéronautique** », CAA Marseille, 20 décembre 2011, Association Les Ailes Varoises, Droit de la voirie et du domaine public, n° 160, mars/avril 2012, p. 52.
- 310) « **La désignation d'une zone de protection spéciale Natura 2000 est-elle contraire à la charte de l'environnement ?** », CAA Marseille, 28 mars 2011, Syndicat des exploitants agricoles du pays 'Arles, BJCL 2012/4, p. 300.
- 311) « **L'appartenance d'un bien au domaine public ne se présume pas** », CAA Marseille, 7 février 2011, Réseau Ferré de France, AJDA 2012, p. 1060.

- 312) « **L'absence de publicité de la cession d'un navire est-elle opposable à VNF en matière de contravention de grande voirie ?** », CAA Marseille, 13 mars 2012, JCP A 2012, n° 2183.
- 313) « **Priorité de la créance environnementale en cas de liquidation judiciaire** », CAA Marseille, 6 décembre 2011, Me Clément es qualité de liquidateur de la SA Vignobles Avenir Diffusion Viadis, Droit de l'environnement, n° 201, mai 2012, p. 165.
- 314) « **L'affectation au public empêche le déclassement d'une dépendance du domaine public** », CAA Marseille, 22 novembre 2011, Commune de Saint-Jean-Cap-Ferrat, Droit de la voirie et du domaine public, n° 161, mai 2012, p. 71.
- 315) « **Le vol d'une bouteille de vin justifie-t-il l'autorisation de licencier un salarié protégé ?** », CAA Marseille, 10 avril 2012, Société Jesta Fontainebleau, n° 10MA03009, La Gazette du Palais, n° 165-166, juin 2012, p. 8.
- 316) « **Une installation de stockage de déchets inertes est-elle soumise aux disposition d'un plan local d'urbanisme ?** », CAA Marseille, 6/2012, p. 446.
- 317) « **Le préfet peut-il légalement autoriser l'implantation d'éoliennes en zone Montagne et à proximité immédiate d'une route départementale ?** », CAA Marseille, 30 mai 2011, Société Énergie Renouvelable du Languedoc (ERL) et Ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer,, BJCL 6/2012, p. 434.
- 318) « **L'atteinte au cadre de vie justifie le refus d'autoriser l'implantation d'un dispositif de publicité lumineuse** », CAA Marseille, 24 avril 2012, Les petites affiches, 19 juin 2012, n° 122, p. 16.
- 319) « **Chemin rural ou sentier d'exploitation : quels critères ? Quelles présomptions ?** », CAA Marseille, 10 avril 2012, B., Les Annales des loyers et de la propriété commercial, rurale et immobilière, 7-2012, p. 1085.
- 320) « **La légalité d'un arrêté d'expulsion d'un étranger du fait du meurtre de son épouse 20 ans auparavant** », CAA Marseille, 26 juin 2012, La Gazette du Palais, 25-26 juillet 2012, p. 16.
- 321) « **Comment déterminer le montant de la redevance due par un opérateur de télécommunications occupant des dépendances du domaine public autoroutier concédé ?** », CAA Marseille, 26 juin 2012, SA Escota, Les Petites Affiches, 9-10 août 2012, n° 159-160, p. 14.

- 322) « Le point de départ de la prescription quadriennale en cas de décision illégale engageant la responsabilité de l'administration »**, CAA Marseille, 10 juillet 2012, B., Les Petites Affiches, 2 août 2012, n° 154, p. 11.
- 323) « La reconnaissance des limites des voies existantes par un plan général d'alignement »**, CAA Marseille, 13 mars 2012, Commune de Gourdon, Droit de la voirie et du domaine public, n° 163, juillet/août 2012, p. 114.
- 324) « Quelles conséquences lorsque le préfet examine d'office une demande de titre de séjour sur un fondement autre que celui dont il est saisi ? »**, CAA Marseille, Plén., 6 décembre 2011, H. B., req. n° 09MA02609, La Revue de la recherche juridique 2012-3, p. 1359.
- 325) « L'administration peut-elle en matière disciplinaire prendre en compte le traitement médicamenteux de l'agent pour apprécier la légalité de la sanction infligée ? »**, CAA Marseille, 17 juillet 2012, SA La Poste, req. n° 10MA03574, JCP A 2012, n° 2343.
- 326) « La tierce opposition dans le contentieux de la contravention de grande voirie »**, CAA Marseille, 26 juin 2012, SARL Tom Tea et T., Droit de la voirie et du domaine public, 2012, n° 166, p. 172.
- 327) « Le contrôle juridictionnel porté sur l'institution et les périmètres de captage d'eau potable »**, sur CAA Marseille, juin 2012, MM. Sevcik et Girard, , BJCL 10/2012, p. 702.
- 328) « Quels sont les mandats grâce auxquels les salariés de la SA ERDF peuvent bénéficier d'un droit à protection ? »**, CAA Marseille, 26 juin 2012, M. G. et Syndicat CGT de l'Énergie du personnel ouvriers, employés et maîtrise des entreprises de la branche des industries électrique, gazière et minière et de leurs filiales du territoire du Var, JCP S 2012, n° 1387.
- 329) « Le régime juridique du transport des déchets dangereux »**, CAA Marseille, 29 mai 2012, SARL Séolane, BDEI 2012, n° 41, p. 11.
- 330) « La procédure de délimitation du domaine public maritime »**, CAA Marseille, 20 décembre 2011, Ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, Droit de la voirie et du domaine public, 2012, n° 164, p. 131.
- 331) « La seule ouverture au public d'un massif boisé induit-elle une affectation à l'usage direct du public ? »**, CAA Marseille, 10 avril 2012, SAS TDF, req. n° 09MA04616, BJCL 9/2012, p. 588.

332) « Un commerçant peut-il se voir assujéti au paiement d'une redevance du fait de l'occupation momentanée du domaine public par ses clients en situation d'attente ? », CAA Marseille, 26 juin 2012, M. Chiappinelli, Société ABC La Brioche Chaude et Société Aux délices d'Andäis & Mme Lagrange, RFDA n° 5, 2012, p. 902.

333) « Un commerçant peut-il se voir assujéti au paiement d'une redevance du fait de l'occupation momentanée du domaine public par ses clients en situation d'attente ? », CAA Marseille, 26 juin 2012, M. Chiappinelli, Société ABC La Brioche Chaude et Société Aux délices d'Andäis & Mme Lagrange, AJDA 2012, p. 2109.

334) « Un maire peut-il légalement s'opposer à la cession d'une autorisation de stationnement au profit d'un conducteur de taxi pénalement condamné ? », CAA Marseille, 29 mai 2012, JCP A 2012, n° 2307.

335) « La légalité d'un arrêté d'alignement édicté à l'initiative du maire et la détermination des limites de voie publique », CAA Marseille, 13 mars 2012, Epoux B., n° 10MA01848, Les annales des loyers et de la propriété commerciale, rurale et immobilière, n° 10-2012, p. 2382.

336) « L'article 6 § 1 de la Convention européenne des droits de l'Homme et de sauvegarde des libertés fondamentales induit-il un contrôle entier sur les sanctions infligées à un fonctionnaire ? », CAA Marseille, formation élargie, 17 juillet 2012, M. D., BJCL 11/2012, p. 736.

337) « Notification tardive d'un procès-verbal de contravention de grande voirie et droits de la défense », CAA Marseille, 2 octobre 2012, Société Total raffinage Marketing, AJDA 2012, p. 2383.

338) « Un litige en cours opposant un salarié à son employeur est-il de nature à faire obstacle à la rupture conventionnelle du contrat de travail ? », CAA Marseille, 2 octobre 2012, Société Générale de Protection, JCP S 2012, n° 1535.

339) « L'Etat est-il responsable des dommages causés par un conducteur fluvial insolvable ? », Le Droit Maritime Français, 2012, n n° 742, p. 1060.

340) « L'atelier de Jean Cocteau peut-il être inscrit sur l'inventaire des monuments historiques bien qu'il ne contienne aucune œuvre d'art ? », CAA Marseille, 6 novembre 2012, SCI Max Immobilier, LPA 21 décembre 2012, n° 255, p. 17.

- 341) « Dans quelles conditions une commune peut-elle transformer un temple protestant en salle polyvalente ? »**, CAA Marseille, 4 décembre 2012, LPA, 8 janvier 2013, n° 6, p. 8.
- 342) « Le conseil municipal est-il compétent pour instituer une redevance due pour les chantiers provisoires installés sur le domaine public routier alors que le décret prévu pour fixer les modalités d'encadrement de ce tarif n'a pas été édicté ? »**, CAA Marseille, 4 décembre 2012, Commune de Montpellier c/ GrDF et Commune de Montpellier c/ Erdf, n° 10MA03206 et n° 10MA03207, BJCL 12/2012, p. 826.
- 343) « Un arrêté d'alignement ne peut être édicté en fonction du plan général d'alignement en cours d'adoption »**, CAA Marseille, 2 octobre 2012, Commune de Salerans, Droit de la voirie et du domaine public, 2013, n° 167, p. 15.
- 344) « Un maire peut-il légalement refuser de retirer une borne posée par des particuliers à l'entrée d'une impasse ? »**, CAA Marseille, 2 octobre 2012, S. ? Les Annales des loyers, n° 12, 2012, p. 2828.
- 345) « Un camping constitue-t-il une opération d'urbanisation au sens de l'article L. 145-3, III du code de l'urbanisme ? »**, CAA Marseille, 4 décembre 2012, JCP A 2013, n° 2035.
- 346) « La procédure suivie par l'inspecteur du travail en cas de contestation de l'avis d'inaptitude du médecin du travail doit-elle être contradictoire ? »** CAA Marseille, 13 novembre 2012, SNC Lidl, JCP S 2013, n° 1034.
- 347) « Dans quelles hypothèses la juridiction administrative est-elle compétente pour connaître d'une action en responsabilité fondée sur l'absence d'entretien de propriétés communales ? »**, CAA Marseille, 13 novembre 2012, M. G. c/ Commune de Labruisse, Les annales des loyers, janvier 2013, p. 99.
- 348) « Installations mobiles et autorisation d'urbanisme »**, CAA Marseille, 6 novembre 2012, Société Bétons Granulats Services, Droit de l'environnement, n° 209, février 2013, p. 63.
- 349) « Une autorisation d'occupation du domaine public peut-elle être orale ? »**, CAA Marseille, 17 décembre 2012, Suzzarini, BJCL 1/2013, p. 47.
- 350) « Un arrêté publiant la liste d'organismes agréés est-il susceptible de recours ? »**, CAA Marseille, 6 novembre 2012, LPA, 15 mars 2013, n° 54, p. 8.

- 351) « **La suppression du droit de présentation lié à la charge des courtiers maritimes est-elle conforme à l'article 1^{er} du premier protocole de la CEDH ?** », CAA Marseille, 18 décembre 2012, LPA, 8 mars 2013, n° 49, p. 9.
- 352) « **Les URSSAF constituent un groupe les obligeant à rechercher le reclassement des salariés licenciés dans toute la France** », Note sous CAA Marseille, 18 décembre 2012, JCP S 2013, n° 1125.
- 353) « **Le contrôle juridictionnel porté sur le montant des redevances d'occupation du domaine public** », CAA Marseille, 6 novembre 2012, Matheaud, req. n° 10MA03152, AJDA 2013, p. 691.
- 354) « **L'incompétence de la juridiction administrative pour connaître de la décision du bâtonnier statuant en matière de contestation d'honoraires d'avocat** », CAA Marseille, 5 février 2013, La Gazette du Palais, 21-23 avril 2013, n° 111 à 113, p. 17.
- 355) « **Qui peut contester la décision autorisant l'acquisition par l'Etat d'immeubles destinés à abriter un palais de justice ?** », CAA Marseille, 26 mars 2013, SAF et autres, JCP A 2013, n° 2136.
- 356) « **La question de la motivation des OQTF au regard de la directive Retour** », CAA Marseille, lén., 6 décembre 2011, Préfet des Bouches-du-Rhône, La Revue de la recherche juridique 2012, vol. n° 4, p. 2083.
- 357) « **Le litige relatif à la redevance à verser pour stationnement d'un navire en zone publique de carénage du porte ressort de la compétence des juridictions administratives** », CAA Marseille, 6 novembre 2012, Le Droit maritime Français, n° 747, mai 2013, p. 459.
- 358) « **La commune doit-elle justifier de la communication en temps utile, aux conseillers municipaux, des pièces et documents nécessaires à leur information sur l'affaire faisant l'objet de la délibération ?** », CAA Marseille, 26 mars 2013, Association Pais, n° 12MA02401, BJCL 4/2013, p. 247.
- 359) « **La procédure d'arrêt définitif des travaux miniers prévue par l'article 91 du code minier** », CAA Marseille, 6 novembre 2012, Ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, BDEI, mai 2013, n° 45, p. 63.
- 360) « **Un maire peut-il légalement refuser de retirer une borne posée par des particuliers à l'entrée d'une impasse ?** », CAA Marseille, 2 octobre 2012, S., Les Annales des loyers, 2012, n° 12, p. 2828.

- 361) « **Un maire peut-il faire enlever une barrière sur un chemin privé ?** », CAA Marseille, 5 mars 2012, Commune d'Ajaccio, Les Annales des loyers, n° 5, 2013, p. 621.
- 362) « **Un maire peut-il subordonner la vente ambulante de beignets sur les plages à la délivrance préalable d'un permis de stationnement et au paiement d'une redevance ?** », CAA Marseille, 9 avril 2013, Commune du Lavandou, JCP A 2013, n° 2181.
- 363) « **Le département peut-il être propriétaire des ouvrages de génie civil liés aux réseaux de télécommunications dès leur achèvement ?** », CAA Marseille, 16 octobre 2012, BJCL 5/2013, p. 332.
- 364) « **Un représentant d'une communauté d'agglomération doit-il faire partie du groupe de travail chargé d'élaborer le projet de règlement local de publicité ?** », CAA Marseille, 213 avril 2013, LPA 10 juillet 2013, n° 137, p. 16.
- 365) « **Un salarié disposant d'un mandat extérieur mais ayant perdu son droit à protection est-il recevable à contester l'autorisation de licenciement dont il a fait l'objet ?** », CAA Marseille, 5 février 2013, V., n° 11MA04476, LPA, 17 juillet 2013, n° 142, p. 7.
- 366) « **Principe du contradictoire et mise en demeure en matière d'ICPE fonctionnant sans autorisation** », CAA Marseille, 7 mai 2013, SA Terreaux Service Varonne, Droit de l'environnement, n° 214, 2013, p. 273.
- 367) « **Un maire peut-il interdire la pratique du canyoning ?** », CAA Marseille, 11 juin 2013, Commune de Rabou, LPA, 5-6 septembre 2013, n° 178-179, p. 15.
- 368) « **L'inopérance du moyen tiré de l'atteinte au droit de propriété à l'encontre d'un arrêté portant délimitation du domaine public** », CAA Marseille, 25 juin 2013, SCI Salagruie et autres, LPA 24 septembre 2013, n° 191, p. 11.
- 369) « **La contestation d'un titre exécutoire relatif à l'occupation sans titre d'un bien de section** », CAA Marseille, 23 avril 2013, GAEC d'Estèbe, AJDA 2013, p. 1861.
- 370) « **Une parcelle d'un parc municipal peut-elle être dissociée du domaine public communal ?** », CAA Marseille, 21 décembre 2012, AD3P, n° 11MA00149, Droit de la voirie et du domaine public, 2013, n° 173, p. 138.
- 371) « **Une promesse de cession d'un immeuble non suivie d'effet pendant 20 ans est caduque et ne peut fonder une action en responsabilité** »

- contractuelle** », CAA Marseille, 28 mai 2013, SA La Poste, LPA, 4 octobre 2013, n° 199, p. 6.
- 372) « Examen des faits de harcèlement moral par l'inspecteur du travail »**, CAA Marseille, 11 juin 2013, JCP S 2013, n° 1389.
- 373) « La seule présence d'un barrage justifie-t-elle un refus d'autorisation déposée au titre de la loi sur l'eau pour la réalisation de golfs et d'un complexe hôtelier ? »**, CAA Marseille, 25 juin 2013, SAS Sainte Eulalie, BJCL 9/2013, p. 565.
- 374) « Le bilan négatif de l'extension limitée d'une installation de stockage de déchets qualifiée de PIG au regard de la zone naturelle protégée dans laquelle elle est située »**, CAA Marseille, 25 juin 2013, LPA 23 octobre 2013, n° 212, p. 7.
- 375) « La détermination de la qualité de propriétaire d'une digue pour déterminer les obligations d'entretien »**, CAA Marseille, 28 mai 2013, Département de l'Aude, n° 11MA04426, JCP A 2013, n° 2350.
- 376) « Le recours Tropic Travaux est-il applicable aux conventions d'occupation domaniale ? »**, CAA Marseille, 26 novembre 2013, SARL Port Camargue Plaisance, JCP A 2014, n° 2003.
- 377) « Une commune dispose-t-elle d'un intérêt pour contester un PIG situé sur le territoire d'une autre commune ? »**, CAA Marseille, 8 octobre 2013, Commune de Vias, BDEI 2014, n° 49, p. 14.
- 378) « La contestation de la pose d'un panneau indicateur »**, CAA Marseille, 11 juin 2013, SAS Oransol, Droit de la voirie et du domaine public, n°0 176, janvier/février 2014, p. 21.
- 379) « Une autorisation de stationnement doit respecter la liberté de passage des piétons sur le trottoir »**, CAA Marseille, 26 novembre 2013, Martel, req. n° 11MA03091, LPA, 31 janvier 2014, n° 23, p. 9.
- 380) « Conditions de modification du cadastre »**, CAA Marseille, 25 juin 2013, Pizzin, Droit fiscal, n° 7, février 2014, comm. n° 170.
- 381) « Un arrêté portant délégation de signature peut-il servir de fondement à une décision prise le même jour ? »**, CAA Marseille, 8 octobre 2013, JCP A 2014, n° 2037.
- 382) « Qui dispose d'un intérêt pour contester le récépissé de déclaration d'exploitation d'une officine de pharmacie ? »**, CAA Marseille, 30 juillet 2013, Revue Droit et Santé, n° 58, mars 2014, p. 1082.

- 383) « L'occupation privative du domaine public routier communal peut-elle être gratuite ? »**, CAA Marseille, 19 février 2013, Carrier, n° 10MA04227, BJCL 2/2014, p. 107.
- 384) « Un médecin spécialiste peut-il être réquisitionné par le préfet dans le cadre de la permanence des soins ambulatoires ? »**, Conclusions sur CAA Marseille, 8 octobre 2013, Revue Droit et Santé 2014, n° 59, mai 2014, p. 1268.
- 385) « Qu'est-ce qu'une digue ? »**, CAA Marseille, 8 octobre 2013, Réseau Ferré de France, req. n° 11MA02683, JCP A 2014, n° 2202
- 386) « L'extension d'un port est-elle de nature à porter atteinte à un espace remarquable au sens de l'article L. 146-6 du code de l'urbanisme ? »**, CAA Marseille, 30 juillet 2013, Syndicat mixte Ports Toulon Provence (SMPTP), n° 11MA01118, JCP A 2014, n° 2117.
- 387) « Une personne publique peut-elle introduire une demande indemnitaire en raison d'un préjudice engendré par l'occupation sans titre de son domaine public ? »**, CAA Marseille, 28 janvier 2014, Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, req. n° 11MA03449, BJCL 3/2014, p. 183.
- 388) « Les conditions d'expulsion d'un locataire occupant un ancien logement de fonction »**, Conclusions sur CAA Marseille, 10 décembre 2013, B., req. n° 11MA02748, JCPA 2014, n° 2282.
- 389) « La résiliation d'un contrat d'occupation du domaine public pour non-respect d'une obligation contractuelle doit-elle être précédée d'une procédure contradictoire ? »**, CAA Marseille, 24 septembre 2013, M. B., req. n° 11MA04787, BJCL 2014, à paraître.
- 390) « Un arrêté individuel d'alignement ne porte pas atteinte au droit de propriété »**, CAA Marseille, 2 juillet 2013, Commune de Turriers, Droit de la voirie et du domaine public, n° 177, mars/avril 2014, p. 55.
- 391) « Sur quel fondement liquider une astreinte pour occupation irrégulière du domaine public ? »**, CAA Marseille, 11 février 2014, Torcheux, n° 12MA2132, AJDA 2014, p. 1165.
- 392) « Comment apprécier la qualité de gardien en matière de contravention de grande voirie ? »**, CAA Marseille, 11 janvier 2014, Achcar, n° 11MA03403, AJDA 2014, p. 1208.
- 393) « L'appréciation du consentement d'un propriétaire d'une voie privée »**

- empruntée par la public et l'atteinte au droit de propriété** », CAA Marseille, 11 février 2014, n° 11MA04203, Les Annales des loyers, avril 2014, p. 610.
- 394) « Annulation contentieuse d'un PDEDMA pour vice de procédure : quelles conséquences sur la reprise de la procédure d'élaboration ? »**, CAA Marseille, 26 novembre 2013, Département de l'Aude, n° 11MA00433, BDEI, mai 2014, n° 51, p. 15.
- 395) « Le maire doit-il, à peine d'irrégularité, communiquer aux élus en faisant la demande l'avis de France Domaine avant une acquisition ? »**, CAA Marseille, 22 avril 2014, Commune de Sanary-sur-Mer, n° 12MA00012, BJCL 6/2014, p. 391.
- 396) « Un liquidateur judiciaire peut-il avoir la qualité de gardien en matière de contravention de grande voirie ? »**, CAA Marseille, 22 avril 2014, Cagna, n° 12MA03097, BJCL 6/2014, p. 408.
- 397) « Le préfet est-il en situation de compétence liée pour édicter une mise en demeure sur le fondement de la loi sur l'eau ? »**, CAA Marseille, 29 octobre 2013, Communauté d'agglomération du pays Ajaccien, n° 11MA02255, JCP A 2014, n° 2239.
- 398) « L'obligation de motiver le refus d'occuper une dépendance du domaine public »**, CAA Marseille, 1^{er} juillet 2014, Ministre de l'écologie, n° 12MA02150, Droit de la voirie et du domaine public, n° 179, juillet/août 2014, p. 125.
- 399) « La violation du droit à l'information du comité d'entreprise entache d'illégalité la décision d'homologation d'un PSE »**, CAA Marseille, 15 avril 2014, Union locale CGT Alès et région, req. n° 14MA00387, JCP S 2014, n° 1364
- 400) « Comment motiver une décision homologuant un PSE ? »**, CAA Marseille, 1^{er} juillet 2014, SCP Louis Langeat agissant comme mandataire liquidateur de la SA Milonga, req. n° 14MA01963 et 14MA01909, JCP S 12014, n° 1363.
- 401) « Quel ordre de juridiction est compétent pour connaître de la contestation de sommes exigées par un grand port maritime ? »**, CAA Marseille, 6 mai 2014, n SARL Nautech, req. n° 12MA01658, Le Droit maritime français, octobre 2014, n° 762, p. 855.
- 402) « Comment justifier l'existence d'un droit fondé en titre ? »**, CAA Marseille, 23 décembre 2013, N. et autres, req. n° 12MA00513, JCP A 2014, n° 2301.

- 403) « **La reconnaissance d'un droit de prise d'eau sur un cours d'eau domanial** », CAA Marseille, 11 mars 2014, SA Electricité de France, req. n° 12MA03453, BDEI, septembre 2014, n° 53, p. 23.
- 404) « **La résiliation d'un contrat d'occupation du domaine public pour non-respect d'une obligation contractuelle doit-elle être précédées d'une procédure contradictoire ?** », CAA Marseille, 25 septembre 2013, Benedetto, n° 11MA04787, BJCL 11/2014, p. 725.
- 405) « **Une enquête administrative induisant l'accès au fichier STIC nécessite l'intervention d'une personne habilitée, à peine d'irrégularité de la procédure** », CAA Marseille, 10 décembre 2013, n° 12MA00228, JCP A 2014, n° 2326.
- 406) « **Digues à la mer : de la propriété privée au domaine public** », CAA Marseille, 6 mai 2014, SCI Pascal, req. n° 10MA04256, RFDA 2014, p. 1075.
- 407) « **L'autorité gestionnaire peut-elle mettre en demeure un particulier de fermer son accès non autorisé à la voie publique ?** », CAA Marseille, 28 octobre 2014, Nicolai et autres, n° 13MA01588, BJCL 12/2014, p. 799.
- 408) « **Qui doit supporter la charge financière des travaux d'entretien d'une paroi rocheuse ?** », CAA Marseille, 14 octobre 2014, Copropriété la Giraglia, n° 13MA00210, JCP A 2015, n° 2004.
- 409) « **Exigence de motivation des décisions homologuant les PSE : suites...** », CAA Marseille, 24 octobre 2014, Ministre du travail, n° 14MA03521, JCP S 2015, n° 1006.
- 410) « **Quels sont les critères permettant à un maire de refuser le transfert d'un débit de tabac au sein de sa commune ?** », CAA Marseille, 30 septembre 2014, Fleck et Me Garnier, n° 12MA00968, BJCL 1/2015, p. 21.
- 411) « **Une mesure de déclassement peut-elle par elle-même emporter la désaffectation d'une dépendance du domaine public routier ?** », CAA Marseille, 6 mai 2014, n° 12MA01889, Les annales des loyers, janvier-février 2015, p. 109.
- 412) « **La perte de valeur vénale d'un immeuble constitue-t-elle un chef de préjudice indemnisable ?** », CAA Marseille, 14 octobre 2014, M. F. S. c/ Commune de Cabris, req. n° 12MA03402, LPA, 24 février 2015, n° 39, p. 9.
- 413) « **Dans quelles conditions une commune peut-elle échanger une parcelle de son domaine avec celle d'un particulier ?** », CAA Marseille, 9 avril 2013, Malignon, n° 11MA02229, BJCL 2/2015, p. 93.

- 414) « **Le statut juridique des carraires au regard de l'arrêt du Parlement de Provence de 1873** », CAA Marseille, 20 janvier 2015, D., n° 12MA04398, Les annales des loyers, mars 2015, p. 107.
- 415) « **Quel ordre de juridiction est compétent pour connaître de la responsabilité de l'Etat dans le retard du paiement d'un expert désigné par les juridictions pénales ?** », CAA Marseille, 20 janvier 2015, P., n° 13MA03596, La Gazette du Palais, 6 et 7 mars 2015, n° 65 et 66, p. 19.
- 416) « **Un maire est-il tenu de déplacer un arbre gênant l'accès d'un riverain à son garage ?** », CAA Marseille, 19 décembre 2014, M. B, n° 13MA01585, Droit de la voirie et du domaine public, n° 183, mars/avril 2015, p. 53.
- 417) « **Recours contre l'avis du médecin du travail devant l'inspecteur du travail en cas d'inaptitude : que contester ?** », CAA Marseille, 3 février 2015, SAS Cappa & Fils, n° 13MA03219, JCP S 2015, n° 1126.
- 418) « **Convocation à l'entretien préalable : nécessité de mentionner la possibilité pour le salarié de l'une des entités composant une UES de se faire accompagner par un salarié de ces dernières** », CAA Marseille, 3 mars 2015, Ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social c/ Groupe Pizzorno Environnement, n° 14MA01423, JCP S 2015, n° 1113.
- 419) « **L'action naturelle des flots est-elle indemnisable ?** », CAA Marseille, 20 janvier 2015, n° 13MA01999, AJDA 2015, p. 886.
- 420) « **Liquidation de l'astreinte en matière de contravention de grande voirie : que faire en cas d'exécution impossible ?** », CAA Marseille, 19 décembre 2014, n° 13MA03661, LPA, 24 avril 2015, n° 82, p. 8.
- 421) « **Quels travaux le département peut-il légalement exiger à l'occasion de travaux réalisés sur le domaine public routier ?** », CAA Marseille, 2 avril 2015, SA ERDF c/ Département du Gard, n° 13MA00968 et n° 13MA00969, Droit de la voirie et du domaine public, n° 184, mai/juin 2015, p. 86.
- 422) « **RFF est-il propriétaire d'un chemin vicinal exproprié au XIXe siècle au profit de la société PLM ?** », CAA Marseille, 20 janvier 2015, Commune de Manosque, n° 13MA02170, BJCL 6/2015, p. 445.
- 423) « **Les fontaines publiques et leurs eaux relèvent du domaine public : une solution qui coule de source ?** », CAA Marseille, 12 mai 2015, Commune d'Orcières, n° 13MA04257, JCP A 2015, n° 2255.

- 424) « Homologation d'un PSE après une décision de refus : quid de l'information du comité d'entreprise ? »**, JCP S, 8 septembre 2015, n° 37, p. 29, n° 1312.
- 425) « La prescription des créances publiques en matière d'occupation domaniale »**, CAA Marseille, 7 avril 2015, Grimaux, n° 13MA03189, Droit de la voirie et du domaine public, n° 185, juillet/août 2015, p. 120.
- 426) « Reclassement d'un salarié inapte : la consultation préalable des délégués du personnel constitue une formalité substantielle »**, CAA Marseille, 23 juin 2015, n° 14MA01681, JCP S 2015, n° 1334.
- 427) « A qui s'adresse la concertation prévue par l'article L. 562-3 du code de l'environnement ? »**, CAA Marseille, 9 juin 2015, A. et autres, req. n° 12MA03429, LPA 30 septembre 2015, n° 195, p. 15.
- 428) « Comment fixer les montants des redevances d'occupation dans un port de plaisance ? »**, CAA Marseille, 21 avril 2015, Association de défense des usagers du port du Frioul (ADUPF), n° 12MA04889 et n° 12MA04890, DMF n° 774, novembre 2015, p. 916.
- 429) « La DIRECCTE doit-elle vérifier la régularité des mandats des membres du CHSCT lorsque celui-ci est consulté sur un projet de PSE ? »**, CAA Marseille, 26 août 2015, n° 15MA02165, JCP S 2015, n°1372.
- 430) « La servitude transversale permettant aux piétons d'accéder à la mer est-conforme au premier protocole de la EDH ? Peut-elle permettre le passage de bicyclettes ? »**, CAA Marseille, 21 avril 2015, SCI Rosma, n° 13MA03416, JCP A 2015, n° 2343.
- 431) « Risque d'inondation et abrogation d'une autorisation d'exploiter une centrale hydroélectrique »**, CAA Marseille, 7 juillet 2015, SAS Energie Var3, n° 14MA00758, Droit de l'environnement, n° 238, octobre 2015, p. 344.
- 432) « Absence de publicité de l'arrêté ouvrant une enquête publique : quelles incidences ? »**, CAA Marseille, 7 juillet 2015, Calla, n° 13MA04863, LPA, 2 décembre 2015, n° 240, p. 8.
- 433) « L'administration peut-elle légalement refuser de créer des itinéraires cyclables à l'occasion de la réalisation de travaux de voirie ? »**, CAA Marseille, 7 avril 2015, Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, n° 13MA02211, BJCL 12/2015, p. 839.
- 434) « Un maire est-il tenu de faire procéder au déneigement régulier d'une voie commuable peu fréquentée ? »**, CAA Marseille, 21 avril 2015, Leautaud, n° 13MA02778, BJCL 12/2015, p. 846.

435) « Les tarifs pour occupation du domaine public exigés par RFF sont-ils manifestement disproportionnés ? », CAA Marseille, 23 juin 2015, Commune de Peynier, n° 13MA02781, BJCL 12/2015, p. 851.

436) « A quelle(s) date(s) doit se placer le juge de la contravention de grande voirie ? », CAA Marseille, 13 octobre 2015, SAS Hôtel Casadelmar, n° 14MA01656, AJDA 2016, p. 390.

437) « PSE et autorisation de licenciement de salariés protégés : quelle articulation ? », CAA Marseille, 23 juin 2015, SA Milonga, n° 14MA01879 et n° 14MA022021, LPA, 24 février 2016, n° 39, p. 5.

438) « La question des tests salivaires imposés par l'employeur », CAA Marseille, 21 août 2015, Ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle c/ SAS Sud Travaux, n° 14MA02413, RFDA 2016, p. 167.

439) « L'article L. 318-3 du code de l'urbanisme est-il contraire au 1^{er} Protocole de la Convention européenne des droits de l'Homme ? », Note sous CAA Marseille, 1^{er} décembre 2015, MM. R. L. , req. n° 14MA01791, Les Annales des loyers, 2016, p. 127.

440) « La contestation d'un arrêté de protection de biotope : quel(s) contrôle(s) ? », Conclusions sur CAA Marseille, 16 février 2016, SCI PEG 2000, req. n° 14MA03442, LPA, 23 mai 2016, n° 102, p. 15.

441) « Entretien et conservation d'un chemin rural : quelles obligations pour le maire ? », Conclusions sur CAA Marseille, 7 juillet 2015, B., n° 14MA00077, Les Annales des loyers, à paraître.

442) « Une auberge en milieu rural participe-t-elle à un service public communal de tourisme et d'animation ? », Note sous CAA Marseille, 7 juillet 2015, H., req. n° 13MA01402, BJCL 1/2016, p. 25.

443) « Quelle prescription appliquer aux indemnités exigées en contrepartie d'une occupation irrégulière du domaine public ? », Conclusions (extraits) sur CAA Marseille, 27 octobre 2015, Société Chantier naval de l'Esterel, req. n° 13MA03441, JCP A 2016, n° 2089.

444) « La décision de retrait d'un emplacement accordé à un forain constitue-t-elle une mesure de gestion domaniale, une mesure de police ou une sanction ? », Conclusions sur CAA Marseille, 12 janvier 2016, B., n° 14MA03380, JCP A 2016, n° 2311.

445) « Le régime juridique des caves situées sous les voies publiques », Conclusions (extraits) sur CAA Marseille, 29 septembre 2015, Mme B., n° 13MA00560, JCP A 2016, à paraître.

446) « Quel contrôle juridictionnel exercer sur le refus d'une commune de renouveler un contrat d'occupation du domaine public ? », Conclusions (extraits) sur CAA Marseille, 13 octobre 2015, Commune de Port-Vendres, req. n° 13MA03400, BJCL 2016, p. 203.

447) « Qui est compétent pour retirer la carte professionnelle d'un docker par le BCMO ? », CAA Marseille, 1^{er} décembre 2015, Grand Port maritime de Marseille, n° 14MA01482, Le droit maritime français, à paraître.

448) « Changement de propriétaire public : quel est le sort de l'occupant ? », CAA Marseille, 15 décembre 2015, Montpellier Méditerranée Métropole, n° 14MA02488, AJDA 206, p. 616.

449) « Salarié inapte : les recherches de possibilité de reclassement par l'employeur », CAA Marseille, 16 février 2016, n° 14MA03969, JCP S 2016, n° 1129.

450) « Responsabilités du maire et du préfet en cas de carence dans la protection d'un site utilisé comme dépôt de déchets », CAA Marseille, 15 décembre 2015, n° 14MA00600, Droit de l'environnement, n° 243, mars 2016, p. 113.

451) « Les repas gratuitement fournis par une société de restauration à ses salariés doivent-ils être soumis à la TVA ? », CAA Marseille, 4 janvier 2016, SAS Autogrill Côté France, n° 15MA003342, LPA 30 mai 2016, n° 107, p. 11.

452) « Le droit de priorité des communes en matière de concession de plages », CAA Marseille, 19 mai 2015, ASL Remana, n° 13MA03706, Droit de la voirie et du domaine public, n° 188, janvier/février 2016, p. 25.

453) « Dépassement de la durée maximale du travail : quelles incidences pour un salarié protégé ? », CAA Marseille, 21 décembre 2015, Association COS, n° 14MA03703, LPA, 16 juin 2016, n° 120, p. 15.

454) « Une autorisation d'occuper le domaine public délivrée pour une durée moindre que celle espérée doit-elle être motivée ? », CAA Marseille, 13 octobre 2015, Commune de Palavas-Les-Flots, n° 13MA03269, LPA, 17 juin 2016, n° 121, p. 17.

455) « Quelle commission doit être consultée avant que le préfet prenne une sanction à l'égard d'un chauffeur de taxi ? », CAA Marseille, 21 avril 2016, Préfet des Bouches-du-Rhône, n° 14MA03034, LPA, 5 août 2016, n° 156, p. 17.

456)« Une parcelle communale utilisée pour le stationnement de véhicules relève-t-elle du domaine public ? », CAA Marseille, 1^{er} février 2015, n° 14MA00739, Droit de la voirie et du domaine public, n° 191, juillet/août 2016, p. 122.

457)« L'Etat est-il responsable de l'aggravation des phénomènes d'érosion marine liés à l'état des ouvrages de protection ? », CAA Marseille, 24 mars 2016, Lelouey, n° 14MA01224, BJCL 4/2016, p. 293.

458)« A qui bénéficie la liquidation de l'astreinte en matière de contraventions de grande voirie ? », CAA Marseille, 15 mars 2016, Syndicat mixte Toulon Provence, n° 07MA05030, BJCL 4/2016, p. 287.

459)« Peut-on appliquer la jurisprudence *Ciaudo* aux autorisations d'occuper le domaine public ? », CAA Marseille, 15 mars 2016, Société Le Lys Rouge, n° 14MA03311, BJCL 4/2016, p. 261.

460)« Quel est l'office du juge saisi de la contestation d'une mesure de résiliation d'une convention d'occupation du domaine public ? », CAA Marseille, 15 mars 2016, Gonzalbo, n° 14MA04808, BJCL 4/2016, p. 255.

461)« Mise à pied d'un salarié protégé : délais de consultation du comité d'entreprise et saisine de l'inspecteur du travail », CAA Marseille, 10 mai 2016, SELAFA MJA, n° 14MA04403, JCP S 2016, n° 1257.

462) « Une commune peut-elle, par bail emphytéotique, confier le seul entretien d'une dépendance du domaine public au preneur ? », CAA Marseille, 21 avril 2016, SARL Valmy, n° 14MA01619, LPA 17 août 2016, n° 164, p. 5.

463) « Publicité apposée sur le mobilier urbain : Code de la route vs Code de l'environnement », CAA Marseille, 12 juillet 2016, Association de lutte contre l'affichage publicitaire illégal en Languedoc-Roussillon, n° 15MA00660, LPA 29 août 2016, n° 172, p. 7.

464) « Plan général d'alignement et l'élargissement de la voie », CAA Marseille, 15 mars 2016, Sabatier, req. n° 14MA03564, Les Annales des loyers, 2016, n° 9, p. 149.

465) « Visser sa plaque » ou la confrontation d'un usage professionnel au droit de l'occupation du domaine public, CAA Marseille, 19 mai 2016, B., n° 14MA03832, RFDA 2016, p. 1126.

466) « Refus préfectoral d'agrément pour l'échelon départemental d'une association pour la protection de l'environnement », CAA Marseille, 15 mars 2016, n° 14MA05155, RJE 2016, n° 4, p. 787.

Conclusions CAA Lyon

467) « Un employeur peut-il être indemnisé du versement transports dont il ne peut bénéficier ? », CAA Lyon, 27 mars 2018, Société SNF, n° 16LY01303, LPA n° 113, 6 juin 2018, p. 7.

468) « Le bénéfice de la protection fonctionnelle des agents publics relève de la compétence du maire, et aucunement de l'assemblée délibérante, à la différence des élus », CAA Lyon, 26 avril 2018, Commune de Grenoble, JCP A 2018, n° 2229.

469) « En matière de frais de fonctionnement liés à la scolarisation d'enfants non-résidents, les communes doivent-elle saisir le préfet préalablement au tribunal ? », CAA Lyon, 20 février 2018, Commune de Rochefort-Montagne, n° 16LY00960, BJCL 5/2018, p. 358.

470) « Les attributions du chef de la police municipale et de ses agents ouvrent-elles droit à l'attribution d'un logement pour nécessité absolue de service ? », CAA Lyon, 20 février 2018, Commune de Saint-Genis-Laval, n° 16LY04256, BJCL 5/2018, p. 378.

471) « Comment la prescription biennale des paiements indus aux fonctionnaires s'applique-t-elle ? », CAA Lyon, 6 mars 2018, Tessa, n° 16LY01759, BJCL 5/2018, p. 382.

472) « Comment s'opère la répartition du produit des coupes de bois pour affouage ? », CAA Lyon, 6 février 2018, Commune de La Renaudie, n° 16LY00688, BJCL 5/2018, p. 393.

473) « Un maire peut-il légalement refuser à un citoyen d'entrer dans la mairie ? », CAA Lyon, 27 mars 2018, Castel, n° 16LY02583, BJCL 5/2018, p. 353.